

Droit de la sécurité sociale

Le revenu d'inclusion sociale - REVIS

Sozialversicherungsrecht

Das Einkommen zur sozialen Eingliederung - REVIS



Droit de la sécurité sociale

Le revenu d'inclusion sociale - REVIS

Situation au 1^{er} avril 2019

Version française des pages 1 à 61
Französische Version von Seite 1 bis 61

Version allemande des pages 63 à 123
Deutsche Version von Seite 63 bis 123

Informations utiles des pages 125 à 131
Nützliche Adressen von Seite 125 bis 131

Impressum

Éditeur

Chambre des salariés

18, rue Auguste Lumière
L-1950 Luxembourg
T. (+352) 27 494 200
F. (+352) 27 494 250
www.csl.lu • csl@csl.lu
Jean-Claude Reding, président
Norbert Tremuth, directeur
Sylvain Hoffmann, directeur

Impression

Imprimerie centrale

Distribution

Librairie « Um Fieldgen Sàrl »
3, rue Glesener
L-1631 Luxembourg
T. (+352) 48 88 93
F. (+352) 40 46 22
www.libuf.lu • libuf@pt.lu

ISBN : 978-2-919888-39-9

Les informations contenues dans le présent ouvrage ne préjudicient en aucun cas aux textes légaux et à leur interprétation et application par les administrations étatiques ou les juridictions compétentes.

Le plus grand soin a été apporté à la rédaction de cet ouvrage. L'éditeur et l'auteur ne peuvent être tenus responsables d'éventuelles omissions et erreurs ou de toute conséquence découlant de l'utilisation de l'information contenue dans cet ouvrage.

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction par tous procédés quelconques sont réservés pour tous les pays.

Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de l'éditeur/auteur de reproduire (notamment par photocopie) partiellement ou totalement le présent ouvrage, de le stocker dans une banque de données ou de le communiquer au public, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit.

PRÉFACE



Jean-Claude Reding
Président de la Chambre des salariés

Le 1^{er} janvier 2019 est entrée en vigueur la réforme du revenu minimum garanti (RMG) qui laisse la place au revenu d'inclusion sociale (REVIS). La présente publication de la Chambre des salariés (CSL) s'efforce de décrire de manière simple et pratique les démarches à entreprendre pour bénéficier des prestations dans le cadre du REVIS.

La loi introduisant le RMG date de 1986. Ce faisant, le législateur a créé un droit à une assistance financière publique en faveur des personnes et ménages dont les revenus n'atteignent pas un certain seuil, considéré comme le minimum vital. Depuis son entrée en vigueur, ce texte a été modifié à plusieurs reprises pour être abrogé et remplacé par la loi du 28 juillet 2018 créant le REVIS. Avec cette nouvelle législation, le principe d'un revenu minimum pour soutenir les personnes dans le besoin est conservé, mais les montants et conditions d'octroi ont été modifiés.

Le REVIS ne doit pas être conçu comme un soutien octroyé exclusivement à ceux qui ont un emploi. Ce dispositif a également pour vocation de venir en aide, lorsque leurs revenus sont trop faibles, aux personnes qui ne travaillent pas parce qu'elles souffrent d'une incapacité ou sont retraitées.

Il ne faudrait pas non plus confondre le REVIS avec le salaire social minimum (SSM), qui est la compensation minimale légale de la prestation d'un travail accompli par un salarié.

Le REVIS est un outil précieux dans la lutte contre le dénuement parce qu'il permet, au moins, de réduire la pauvreté monétaire. Car bien que le Luxembourg soit souvent présenté comme un pays prospère, il ne faut pas oublier qu'il existe beaucoup de personnes qui sont exclues de la participation à cette richesse.

Cet ouvrage, rédigé sous forme de questions et réponses, entend apporter des solutions aux principales interrogations relatives aux critères et fonctionnement du nouveau REVIS. Il explique sous quelles conditions le demandeur a droit aux dispositions et prestations du REVIS et, dans l'affirmative, quelles démarches il doit entreprendre pour en bénéficier. Des exemples concrets viennent renforcer les explications fournies. En outre, une liste d'adresses utiles d'administrations et d'offices sociaux, auprès desquels il est possible de demander conseil et aide, est incluse dans la présente publication.

La CSL espère que le lecteur pourra ainsi trouver les informations qui lui seront utiles pour mieux comprendre et appréhender le nouveau mécanisme du REVIS.

Luxembourg, avril 2019

I.	Quels sont les principaux changements apportés par le REVIS ?	7
II.	Qu'entend-on par revenu d'inclusion sociale ?	11
1.	Le but du REVIS	13
2.	Les deux types d'allocation	13
3.	Les chiffres clés	13
III.	Qui peut bénéficier du REVIS ?	15
1.	Les conditions	17
2.	Les exceptions	17
3.	Les facteurs d'exclusion	18
4.	Les dispositions concernant certaines nationalités et statuts	19
IV.	Comment se calcule le REVIS ?	21
1.	Quels éléments influencent son calcul ?	23
2.	Quels sont les différents montants du REVIS ?	25
V.	Dans quels cas faut-il restituer l'allocation d'inclusion ?	29
VI.	Comment faire une demande de REVIS ?	33

SOMMAIRE

VII. Quelles dispositions transitoires s'appliquent aux bénéficiaires du RMG ?	41
VIII. Quelles sont les voies de recours ?	45
IX. Quelles sont les autres aides publiques ?	49
1. Les aides au logement	51
2. L'aide sociale	52
3. L'allocation de vie chère	52
4. L'assistance pour ménages en situation de précarité énergétique	52
5. Les pensions alimentaires	53
6. Le tiers payant social	53
7. Les transports publics et la carte de libre parcours	53
8. L'accueil gérontologique	53
X. Les fac-similés des formulaires concernant le REVIS	55
1. Le formulaire de demande et l'annexe pour chaque adulte du ménage	57
2. Le formulaire d'accord pour une retenue en faveur d'un office social	61
Informations utiles : Adresses et bases légales	125

SIGLES UTILISÉS

ADEM :	Agence pour le développement de l'emploi
AIS :	Agence immobilière sociale
CNS :	Caisse nationale de santé
CSL :	Chambre des salariés du Luxembourg
FNS :	Fonds national de solidarité
ONIS :	Office national d'inclusion sociale
REVIS :	revenu d'inclusion sociale
RMG :	revenu minimum garanti
SNAS :	Service national d'action sociale
SNHBM :	Société nationale des habitations à bon marché
SSM :	salaire social minimum
UE :	Union européenne



QUELS SONT LES PRINCIPAUX
CHANGEMENTS APPORTÉS
PAR LE REVIS ?

Les principales nouveautés apportées par la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au REVIS sont les suivantes.

- ▶ Le revenu d'inclusion sociale (REVIS) remplace le revenu minimum garanti (RMG).
- ▶ Le Service national d'action sociale (SNAS) devient l'Office national d'inclusion sociale (ONIS).
- ▶ Le REVIS est scindé en deux allocations qui prennent un nouveau nom : l'allocation d'inclusion (remplaçant l'allocation complémentaire) et l'allocation d'activation (remplaçant l'indemnité d'insertion).
- ▶ L'allocation d'inclusion est constituée de différentes composantes : un montant de base par adulte, un montant de base par ménage, éventuellement majoré s'il y a un ou plusieurs enfants, et un montant de base par enfant, éventuellement majoré dans le cadre d'un ménage monoparental.
- ▶ L'accès au REVIS est conditionné, pour le demandeur en âge de travailler et apte au travail, à l'inscription comme demandeur d'emploi à l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM).
- ▶ L'ADEM établit un profil du demandeur qui, selon le cas, est ensuite suivi par elle ou orienté vers l'ONIS s'il s'avère qu'il présente des besoins spécifiques en matière de stabilisation, d'activation sociale ou professionnelle.
- ▶ Le REVIS permet d'offrir des mesures d'activation pour chaque adulte d'un ménage.
- ▶ Le REVIS introduit, pour le calcul de l'allocation d'inclusion, un mécanisme dit d'immunisation (autrement dit la non-prise en compte) de certains revenus à hauteur de 25 % (en lieu et place des 30 % du barème RMG).

Les montants mensuels bruts maximaux des différentes composantes de l'allocation d'inclusion du REVIS, en euros, au 1 ^{er} janvier 2019 (indice 814,40 et anticipation de l'adaptation de 0,9 % prévue par le projet de loi 7417)	
Par adulte	733,12
Par enfant	227,62
Majoration, par enfant, pour un ménage monoparental	67,27
Forfait pour les frais communs du ménage	733,12
Majoration forfaitaire pour un ménage avec un ou plusieurs enfants	110,03

Tableau : CSL



QU'ENTEND-ON PAR REVENU D'INCLUSION SOCIALE ?

1. Le but du REVIS
2. Les deux types d'allocation
3. Les chiffres clés

1 LE BUT DU REVIS

Le REVIS constitue un des principaux moyens de lutte contre la pauvreté monétaire et l'exclusion sociale. De fait, chaque ménage vivant au Luxembourg a le droit d'appeler à la solidarité au cas où ses revenus tombent en dessous du seuil garanti. La loi a opté pour une approche universaliste qui prévoit une garantie généralisée d'un niveau de vie minimal à toute personne, en faisant abstraction de toute cause qui est à la base de l'insuffisance des ressources. Mais le demandeur du REVIS doit répondre à des conditions d'octroi précises et l'aide fournie au bénéficiaire est soumise à des contreparties. L'accès au REVIS, réservé aux résidents, est donc universel mais pas inconditionnel.

Pour le bénéficiaire qui, par suite de maladie ou d'infirmité, n'est plus en mesure de gagner sa vie dans des limites décentes, le REVIS vise à lui garantir des moyens suffisants d'existence. Pour le bénéficiaire apte au travail, il s'agit de mettre à sa disposition des mesures grâce auxquelles il peut activement préparer sa réinsertion professionnelle et sociale.

Le REVIS consiste soit en l'octroi d'une allocation d'activation, soit en l'octroi d'une allocation d'inclusion destinée à parfaire la différence entre le seuil du REVIS et la somme des ressources dont le ménage dispose, soit en l'octroi conjoint des deux allocations.

2 LES DEUX TYPES D'ALLOCATION

Il existe deux types d'allocation.

L'allocation d'inclusion est une aide financière qui confère des moyens d'existence de base aux personnes et ménages qui n'ont pas de revenus ou dont les revenus n'atteignent pas un certain seuil (voir ci-après).

L'allocation d'activation est, elle, une indemnité (dans le cadre d'une convention d'activation et non d'un contrat de travail classique) accordée aux personnes aptes à suivre des mesures d'activation du type « travaux d'utilité collective » et qui y participent effectivement.

L'allocation d'activation peut éventuellement être complétée par l'allocation d'inclusion pour atteindre les montants planchers garantis par le REVIS.

3 LES CHIFFRES CLÉS

Selon les données du ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, en juillet 2018, plus de 10 000 ménages bénéficient du RMG. Cela représente quelque **20 000 bénéficiaires dont environ 7 000 enfants**. Près de 30 % des bénéficiaires ont entre 30 et 49 ans.

Parmi les ménages bénéficiaires, 54 % sont constitués par un adulte seul, 21 % par deux adultes avec un ou plusieurs enfants et 13 % sont des ménages monoparentaux avec un ou plusieurs enfants.



QUI PEUT BÉNÉFICIER DU REVIS ?

1. Les conditions
2. Les exceptions
3. Les facteurs d'exclusion
4. Les dispositions concernant certaines nationalités et statuts

1 LES CONDITIONS

Pour pouvoir bénéficier du REVIS, le demandeur doit remplir plusieurs conditions :

- ▶ résider officiellement et effectivement au Grand-Duché de Luxembourg ;
- ▶ avoir au moins 25 ans ;
- ▶ disposer de ressources insuffisantes pour son ménage, c'est-à-dire inférieures au minimum fixé par la loi sur le REVIS ;
- ▶ être inscrit à l'ADEM et rechercher activement un emploi ;
- ▶ être prêt à épuiser toutes les possibilités non encore utilisées dans la législation luxembourgeoise ou étrangère afin d'améliorer sa situation (par exemple se renseigner s'il a droit aux indemnités de chômage ou à une pension).

2 LES EXCEPTIONS

Des exceptions permettent à une personne de moins de 25 ans de bénéficier du REVIS, si :

- ☑ elle élève un enfant pour lequel elle touche les allocations familiales ;
- ☑ elle est enceinte (à partir de 8 semaines avant la date présumée de l'accouchement, justifiée par un certificat médical) ;
- ☑ elle est majeure mais, par suite de maladie ou de handicap, n'est pas en état de gagner sa vie dans les limites prévues par la loi sur le REVIS (moyennant un avis médical établi par un médecin mandaté par le FNS) ;
- ☑ elle est aidante d'une personne bénéficiant de l'assurance dépendance.

D'autres exceptions délivrent de l'obligation de rechercher un travail et de s'inscrire à l'ADEM si la personne :

- ☑ est salariée à temps plein ;
- ☑ est empêchée pour des raisons de santé physique ou psychique (moyennant un avis médical établi par un médecin mandaté par le FNS) ;
- ☑ dispose d'un avis motivé de l'ADEM relatif à son incapacité à intégrer le marché de l'emploi ordinaire, élaboré au plus tard un mois à partir de la date d'admissibilité de la demande du REVIS (cette incapacité est évaluée en fonction de la situation personnelle, des connaissances linguistiques et du parcours professionnel de la personne) ;
- ☑ est bénéficiaire d'une pension de vieillesse ou d'invalidité ;
- ☑ est âgée de plus de 65 ans ;
- ☑ est bénéficiaire de l'indemnité pécuniaire de maladie ou de maternité ;
- ☑ est bénéficiaire du congé parental et détentrice d'un contrat de travail dont la durée est égale à la durée normale applicable en vertu de la loi ou de la convention collective le cas échéant ;
- ☑ est un aidant d'une personne bénéficiant de l'assurance dépendance ;

- ☒ achève des études de l'enseignement secondaire (classique ou général) ;
- ☒ exerce une activité à titre d'indépendant pendant une période de 6 mois, renouvelable une fois, ne générant pas un revenu professionnel supérieur ou égal au SSM non qualifié (passé ce délai, il doit s'inscrire à l'ADEM tant que ses revenus professionnels restent inférieurs au SSM) ;
- ☒ exerce une activité à titre d'indépendant générant un revenu professionnel supérieur ou égal au SSM non qualifié.

3 LES FACTEURS D'EXCLUSION

Ne peut pas bénéficier du REVIS, la personne :

- ☒ qui fait l'objet d'une mesure de détention préventive ou d'une peine privative de liberté (exception en cas de régime de semi-liberté, de suspension de l'exécution de la peine, de libération conditionnelle ou de placement sous surveillance électronique) ;
- ☒ qui poursuit des études supérieures ;
- ☒ qui bénéficie d'une prise en charge pour l'obtention de son titre de séjour (loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration).

Ne peut pas bénéficier du REVIS, pour le mois au cours duquel les faits visés se sont produits et les 3 mois qui suivent, la personne :

- ☒ qui a abandonné ou réduit volontairement son activité professionnelle ;
- ☒ qui a été licenciée pour faute grave ;
- ☒ qui ne respecte pas la convention de collaboration avec l'ADEM ou refuse de participer à une mesure proposée par l'ADEM ;
- ☒ qui refuse de collaborer avec l'ONIS ;
- ☒ à laquelle l'indemnité de chômage est retirée ;
- ☒ qui fait une déclaration incomplète ou inexacte au Fonds national de solidarité (FNS) ;
- ☒ qui n'informe pas le FNS, endéans un mois, de faits pouvant avoir un effet sur le calcul du REVIS ;
- ☒ qui bénéficie d'un congé sans solde ou à temps partiel ;
- ☒ qui quitte le Grand-Duché plus de 35 jours calendrier par an pour séjourner à l'étranger ou ne respecte pas les convocations du FNS visant le contrôle des conditions d'accès au REVIS.

Toutefois, le FNS peut octroyer des dérogations pour des raisons tenant à la situation familiale, professionnelle ou de santé de la personne, dûment documentées et appuyant la demande en obtention du REVIS.

4 LES DISPOSITIONS CONCERNANT CERTAINES NATIONALITÉS ET STATUTS

Des dispositions supplémentaires s'appliquent dans des cas particuliers :

- Les demandeurs, non luxembourgeois, en provenance d'un pays de l'Union européenne (UE), de l'Islande, du Liechtenstein, de la Norvège ou de la Suisse, ainsi que les membres de leur famille quelle que soit leur nationalité, qui sont nouvellement entrés au Luxembourg, n'ont pas droit au REVIS pendant les 3 premiers mois de leur séjour régulier dans le pays ou durant la période où ils sont à la recherche d'un emploi s'ils sont entrés à ces fins sur le territoire.

Cette disposition ne s'applique pas aux travailleurs, salariés ou non-salariés, et aux personnes qui gardent ce statut, ainsi qu'aux membres de leur famille quelle que soit leur nationalité.

- Les demandeurs qui ne proviennent pas d'un des pays cités précédemment, et qui ne sont pas reconnus apatrides (Convention relative au statut des apatrides, New York, 28 septembre 1954) ni bénéficiaires d'une protection internationale (Loi du 18 décembre 2015) ou d'une protection temporaire (Directive de l'UE 2001/55/CE) doivent, s'ils ne disposent pas du statut de résident de longue durée, faire preuve d'une résidence effective pendant 5 ans au cours des 20 dernières années.

Ne sont pas visés par cette condition de résidence les membres de la famille, quelle que soit leur nationalité, du ressortissant luxembourgeois, d'un autre État membre de l'UE, islandais, liechtensteinois, norvégien ou suisse, ou du bénéficiaire d'une protection internationale (loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation et l'immigration).



COMMENT SE CALCULE LE REVIS ?

1. Quels éléments influencent son calcul ?
2. Quels sont les différents montants du REVIS ?

1 QUELS ÉLÉMENTS INFLUENCENT SON CALCUL ?

Le montant du REVIS est déterminé en fonction de deux critères principaux : **le type de ménage et ses ressources**.

1.1. CONCERNANT LE TYPE DE MÉNAGE

Un ménage, ou communauté domestique, **comprend toutes les personnes qui vivent dans le cadre d'un foyer commun et dont il faut admettre qu'elles disposent d'un budget commun**.

Il existe certains cas spécifiques :

- ▶ Pour une durée maximale de 12 mois, le Fonds national de solidarité (FNS) peut considérer comme formant seule une communauté domestique, pour des raisons tenant à la situation familiale, professionnelle ou de santé dûment documentées et appuyant la demande en obtention du REVIS, la personne majeure, hébergée gratuitement dans un ménage non bénéficiaire du REVIS, qui sort d'un établissement hospitalier, d'un centre thérapeutique, d'un centre pénitentiaire, d'un foyer pour réfugiés ou d'une autre structure hébergeant des personnes en détresse.
- ▶ Sont considérés comme formant seuls une communauté domestique, tout en bénéficiant d'une allocation réduite, c'est-à-dire uniquement du montant de base par adulte (733,12 euros au 1^{er} janvier 2019, indice 814,40 et anticipation de l'adaptation de 0,9 % prévue par le projet de loi 7417) :
 - les parents qui vivent dans la communauté domestique, non bénéficiaire du REVIS, de leurs enfants majeurs ;
 - les personnes majeures inaptes au travail qui vivent dans la communauté domestique, non bénéficiaire du REVIS, de leurs parents ou de leur frère ou sœur ;
 - les personnes majeures hospitalisées pour une durée supérieure à 2 mois ; toutefois, le montant pour les frais communs du ménage peut être accordé si la personne prouve qu'elle a un logement personnel à charge ou est obligée de verser une pension alimentaire.

1.2. QUANT AUX RESSOURCES

1.2.1. La règle générale

Pour le calcul du REVIS, **tous les revenus bruts** (professionnels, de remplacement, pensions, indemnités, loyers, pensions alimentaires, donations, successions) et **toute la fortune mobilière** (dépôts sur livrets d'épargne, titres, intérêts, dividendes, prêts, objets de valeur) **et immobilière** (terrains bâtis et non bâtis, loyers) du ménage, au Luxembourg et à l'étranger, sont pris en considération, y compris les donations directes ou indirectes faites par le demandeur ou le bénéficiaire du REVIS, ainsi que l'acceptation d'une succession par un héritier du demandeur ou du bénéficiaire du REVIS.

1.2.2. Les exceptions

1. Pour la détermination des ressources, ne sont pas pris en considération :

- ▶ les allocations familiales ;
- ▶ l'allocation de rentrée scolaire ;
- ▶ les allocations de naissance ;
- ▶ l'allocation spéciale pour personnes gravement handicapées ;
- ▶ les prestations en espèces dans le cadre de l'assurance dépendance ;
- ▶ le revenu professionnel de l'enfant de moins de 25 ans, jusqu'à concurrence du montant maximum de l'allocation d'inclusion pour un adulte (montant de base par adulte et forfait pour les frais communs du ménage : 1 466,24 euros au 1^{er} janvier 2019, indice 814,40 et anticipation de l'adaptation de 0,9 % prévue par le projet de loi 7417) ;
- ▶ les aides financières de l'État, des offices sociaux et d'autres œuvres sociales privées.

2. Le mécanisme « d'immunisation » des revenus : si une communauté domestique perçoit certains types de revenus, 25 % de ceux-ci sont dits immunisés, c'est-à-dire non pris en compte pour le calcul du montant du REVIS. Autrement dit, seulement 75 % de ces revenus sont pris en considération pour le calcul du REVIS dû au ménage.

Les revenus suivants sont ainsi « immunisés » **à hauteur de 25 %** de leur montant brut :

- ▶ les revenus professionnels ;
- ▶ les revenus de remplacement (indemnités pécuniaires de maladie, d'accident de travail, de maladie professionnelle, de maternité, de congé parental, de chômage, de préretraite) et les pensions ;
- ▶ les indemnités payées par l'ADEM pour une mesure en faveur de l'emploi ;
- ▶ l'allocation d'activation ;
- ▶ les pensions alimentaires.

À noter que le revenu pour personnes gravement handicapées n'est pas « immunisable ».

3. La fortune mobilière : pour la détermination de sa valeur, il n'est pas tenu compte d'un montant de 20 360 euros (au 1^{er} janvier 2019, indice 814,40).

4. Le logement : la valeur du logement occupé par le requérant n'est pas prise en considération pour la détermination du revenu intégral.

En cas de désaccord sur la détermination de la valeur immobilière, le requérant peut produire un acte notarié récent ou une expertise établie par un expert assermenté.

1.2.3. Les pensions alimentaires

Si l'aide alimentaire n'est pas fixée par le juge ou si les débiteurs d'aliments ne s'acquittent qu'imparfaitement ou manquent de s'acquitter de leur dette alimentaire, le créancier d'aliments, requérant ou bénéficiaire de l'allocation d'inclusion, est tenu, dès que le FNS l'y invite par lettre recommandée, de faire valoir ses droits. Toutefois, aucune aide alimentaire n'est exigible de la part d'un parent direct au premier degré ou d'un adoptant pour un enfant âgé de plus de 30 ans.

À condition que le requérant s'engage à entreprendre toutes les démarches nécessaires en vue de l'obtention d'une aide alimentaire, le FNS peut reporter la fixation et la mise en compte de l'aide alimentaire pour une durée de 6 mois à compter du premier du mois qui suit l'envoi de la lettre recommandée.

Si le créancier d'aliments refuse de faire valoir ses droits contre le débiteur ou renonce à poursuivre les démarches entreprises, le FNS fixe une pension alimentaire fictive à mettre en compte pour le calcul de son revenu suivant une table de référence contenue dans la loi relative au REVIS.

Si un bénéficiaire de l'allocation d'inclusion a personnellement utilisé les possibilités légales de réclamer les aliments selon la législation luxembourgeoise ou étrangère et si les débiteurs d'une obligation alimentaire, tout en étant solvables, ne s'acquittent qu'imparfaitement ou manquent de s'acquitter de leurs dettes alimentaires, le FNS peut, en lieu et place du créancier, agir en justice pour la fixation, la révision et le recouvrement de la créance d'aliments.

Cette action peut porter sur la période écoulée et remonter dans ses effets à la date à laquelle le FNS a invité par lettre recommandée les débiteurs d'aliments à s'acquitter de leur obligation.

L'action ne peut être exercée contre les personnes qui disposent d'un revenu imposable inférieur à 3 fois le SSM. Elle ne peut, en outre, être exercée que jusqu'à concurrence d'un montant correspondant au maximum au SSM. Ces limites ne sont pas applicables si le débiteur d'aliments est un époux séparé de fait, un époux en instance de divorce, un conjoint séparé de corps, un conjoint divorcé, un partenaire, un ancien partenaire ou le parent direct au premier degré d'un enfant mineur.

Les transactions sur les pensions alimentaires ou renonciations à des aliments contenues dans des conventions de divorce par consentement mutuel ne sont pas opposables au FNS.

Le versement de la dette alimentaire, fixée en vertu d'une action judiciaire intentée par le FNS, est effectué entre ses mains.

L'allocation d'inclusion payée à l'intéressé ne doit en aucun cas être inférieure aux aliments touchés en son lieu et place par le FNS.

2 QUELS SONT LES DIFFÉRENTS MONTANTS DU REVIS ?

Le REVIS est scindé en deux composantes : l'allocation d'inclusion (qui remplace l'allocation complémentaire du RMG) et l'allocation d'activation (remplaçant l'indemnité d'insertion).

- **L'allocation d'inclusion** consiste en une aide financière en faveur d'un ménage. Elle confère des moyens d'existence de base aux personnes qui n'ont pas de revenus ou dont les revenus n'atteignent pas un certain seuil (voir ci-après).

Elle comprend :

- **un montant de base par adulte ;**
- **un montant de base par ménage** pour les frais communs,
 - + éventuellement **majoré dans le cadre d'un ménage avec un ou plusieurs enfants** bénéficiant d'allocations familiales ;
- **un montant de base par enfant** qui bénéficie d'allocations familiales,
 - + éventuellement **majoré dans le cadre d'un ménage monoparental.**

- **L'allocation d'activation** constitue, elle, une indemnité pour la personne qui participe à une mesure d'activation.

Son bénéficiaire est affecté temporairement à des travaux d'utilité collective (dans le cadre d'une convention d'activation et non d'un contrat de travail classique) et est payé mensuellement sur base du SSM non qualifié, en fonction des heures d'affectation (12,08 euros bruts par heure, au 1^{er} janvier 2019, indice 814,40 et anticipation de l'adaptation de 0,9 % prévue par le projet de loi 7416).

L'allocation d'activation est soumise aux cotisations sociales généralement prévues en matière de salaires (assurances maladie, pension, dépendance).

Selon la composition et les revenus de la communauté domestique, dont fait partie le bénéficiaire de l'allocation d'activation, celle-ci peut aussi bénéficier d'une allocation d'inclusion pour atteindre les montants planchers garantis par le REVIS.

Les montants mensuels bruts maximaux des différentes composantes de l'allocation d'inclusion du REVIS sont les suivants :

Les montants mensuels bruts maximaux des différentes composantes de l'allocation d'inclusion du REVIS, en euros, au 1 ^{er} janvier 2019 (indice 814,40 et anticipation de l'adaptation de 0,9 % prévue par le projet de loi 7417)	
Par adulte	733,12
Par enfant	227,62
Majoration, par enfant, pour un ménage monoparental	67,27
Forfait pour les frais communs du ménage	733,12
Majoration forfaitaire pour un ménage avec un ou plusieurs enfants	110,03

Tableau : CSL

Exemples



Au 1^{er} janvier 2019, un premier ménage éligible au REVIS, composé de 2 adultes, peut prétendre à un montant maximal de 2 199,36 euros bruts par mois : soit 2 fois le montant de base par adulte (2 x 733,12) et le montant forfaitaire pour les frais communs du ménage (733,12).



À la même date, un deuxième ménage éligible au REVIS, composé de 2 adultes et de 2 enfants, peut prétendre à un montant maximal de 2 764,63 euros bruts par mois : soit 2 fois le montant de base par adulte (2 x 733,12) et 2 fois le montant de base par enfant (2 x 227,62), ainsi que le montant forfaitaire pour les frais communs du ménage (733,12), majoré par la présence d'enfants (110,03).



Au même moment, un troisième ménage éligible au REVIS, composé d'un adulte et d'un enfant, peut prétendre à un montant maximal de 1 871,16 euros bruts par mois : soit le montant de base par adulte (733,12), le montant de base par enfant (227,62), majoré en raison de la monoparentalité (67,27), ainsi que le montant forfaitaire pour les frais communs du ménage (733,12), majoré par la présence d'un enfant (110,03).

L'allocation d'inclusion est soumise au paiement, par le bénéficiaire, des cotisations en matière d'assurance maladie (2,8 %) et d'assurance dépendance (1,4 % après abattement d'un quart du SSM). En outre, l'allocation d'inclusion est soumise au paiement, par le FNS, des cotisations en matière d'assurance pension si la personne, non bénéficiaire de l'allocation d'activation, justifie d'une affiliation d'au moins 25 années à l'assurance obligatoire au Luxembourg ou à l'étranger (périodes pour lesquelles des cotisations ont été versées), et cela tant qu'elle n'est pas bénéficiaire d'une pension personnelle ou n'a pas atteint l'âge de 65 ans.

Avec l'entrée en vigueur de la législation sur le REVIS, le montant du revenu mensuel pour une personne gravement handicapée a également été modifié. Ce montant est désormais automatiquement adapté à l'augmentation de l'allocation d'inclusion. Il est fixé, au 1^{er} janvier 2019, à 1 466,25 euros (indice 814,40 et anticipation de l'adaptation de 0,9 % prévue par le projet de loi 7417).



DANS QUELS CAS FAUT-IL
RESTITUER L'ALLOCATION
D'INCLUSION ?

Les bénéficiaires du REVIS doivent déclarer immédiatement au FNS tous les faits qui sont de nature à modifier leur droit.

Les remboursements peuvent uniquement concerner l'allocation d'inclusion. La restitution de l'allocation d'activation ne peut pas être demandée, sauf si elle a été perçue indûment.

Lorsque, pendant la période durant laquelle l'allocation d'inclusion a été payée, un bénéficiaire a disposé de ressources qui auraient dû être prises en considération pour son calcul, **les sommes payées en trop peuvent être récupérées à charge du bénéficiaire ou de ses ayants droit.**

Sa restitution est obligatoire si le bénéficiaire a provoqué son attribution en alléguant des faits inexacts, ou en dissimulant des faits importants, ou s'il a omis de signaler des faits importants après l'attribution.

Les sommes indûment touchées sont à restituer par le bénéficiaire ou ses ayants droit sans préjudice de poursuites judiciaires éventuelles. Elles sont déduites de l'allocation d'inclusion ou des arrérages restant dus au bénéficiaire. Cette déduction est également faite dans le cadre du recouvrement des pensions alimentaires avancées par le FNS pour le compte du bénéficiaire.

Le FNS ne peut prendre une décision concernant la restitution qu'après avoir entendu l'intéressé ou ses ayants droit soit verbalement, soit par écrit. La décision doit être motivée.

En outre, le FNS réclame la somme qu'il a versée au titre de l'allocation d'inclusion dans les cas suivants :

- ▶ **contre le bénéficiaire revenu à meilleure fortune** par des circonstances autres que les mesures d'activation ou les revenus provenant d'une occupation professionnelle (notamment suite à une donation, un héritage, une succession, une vente immobilière ou un gain de loterie) ;
- ▶ **contre le donataire du bénéficiaire du REVIS** lorsque ce dernier a fait la donation directe ou indirecte postérieurement à la demande du REVIS, ou dans les 10 ans qui ont précédé cette demande, ou après l'âge de 50 ans, au maximum jusqu'à concurrence de la valeur des biens au jour de la donation ;
- ▶ **contre le légataire du bénéficiaire du REVIS**, au maximum jusqu'à concurrence de la valeur des biens légués au jour de l'ouverture de la succession.

À l'égard de la succession du bénéficiaire de l'allocation d'inclusion, le FNS réclame la restitution des sommes versées suivant les modalités suivantes.

- ▶ Lorsque la succession d'un bénéficiaire échoit, en tout ou en partie, au conjoint survivant ou à des successeurs en ligne directe, le FNS ne peut faire valoir aucune demande en restitution pour une première tranche de l'actif de la succession fixée à 242 259,57 euros (au 1^{er} janvier 2019, indice 814,40).
- ▶ Lorsque le conjoint survivant ou un autre successeur en ligne directe d'un bénéficiaire du REVIS **continue** à habiter dans un immeuble ayant appartenu soit au bénéficiaire seul, soit conjointement au bénéficiaire du REVIS et à son conjoint, le FNS ne peut pas, tant que dure cette situation, faire valoir une demande en restitution sur cet immeuble et sur les meubles. Toutefois, pour garantir les droits à une restitution ultérieure, l'immeuble est grevé d'une hypothèque légale.
- ▶ À défaut de successeur en ligne directe et de conjoint survivant, le FNS ne peut faire valoir aucune demande en restitution pour une tranche d'arrérages de 1 700 euros, sans distinction du nombre de successeurs entrant en ligne de compte.

Le FNS peut réclamer la restitution de l'allocation d'inclusion contre le tiers responsable du fait qui a rendu nécessaire le paiement de l'allocation d'inclusion.

V

Dans quels cas faut-il restituer l'allocation d'inclusion ?

Par ailleurs, avec l'accord du bénéficiaire du REVIS, le FNS peut retenir, en faveur d'un office social, une partie de l'allocation d'inclusion pour couvrir la fourniture minimale d'énergie et d'eau, ou pour rembourser des dettes en relation avec les frais d'acquisition ou d'entretien du logement. Le montant de la retenue varie en fonction du montant de l'allocation d'inclusion : le montant maximal de la retenue correspond au forfait pour les frais communs du ménage et ne doit pas dépasser 50 % de l'allocation versée.



COMMENT FAIRE UNE DEMANDE DE REVIS ?

LES DIFFÉRENTES ÉTAPES

À partir du 1^{er} janvier 2019, le demandeur doit suivre les étapes suivantes en vue de l'obtention du REVIS :

Étape 1

Premièrement, il faut remplir un formulaire de demande pour le REVIS et l'envoyer par voie postale au FNS (B.P. 2411, L-1024 Luxembourg).

Le formulaire de demande peut être téléchargé sur le site en ligne du FNS : www.fns.lu.

Il est également disponible au format papier et peut être déposé directement auprès du FNS, 8-10 rue de la Fonderie, L-1531 Luxembourg.

Les demandes peuvent être introduites par l'intermédiaire de l'office social du territoire de la commune où la personne a son domicile ou des associations du secteur social.

La demande doit être signée par tous les requérants adultes et comporter notamment les pièces justificatives suivantes :

- ▶ une copie de la carte d'identité des demandeurs adultes ;
- ▶ un relevé d'identité bancaire pour le demandeur principal désigné attributaire du REVIS (c'est-à-dire la personne à laquelle l'allocation est effectivement versée) ;
- ▶ une copie de l'attestation d'enregistrement pour le demandeur non luxembourgeois en provenance d'un État membre de l'UE, de l'Islande, du Liechtenstein, de la Norvège ou de la Suisse ;
- ▶ une preuve attestant du séjour légal au Luxembourg pendant une période de 5 ans au cours des 20 dernières années pour le demandeur en provenance d'autres pays que ceux cités précédemment et qui n'est pas reconnu apatride, ni bénéficiaire d'une protection internationale, ni ne dispose du statut de résident de longue durée ;
- ▶ le cas échéant, la décision de reconnaissance du statut de bénéficiaire de la protection internationale par le ministère des Affaires étrangères.

Le droit au REVIS est ouvert à partir de la date de réception de la demande.

Si les conditions d'accès sont remplies, le FNS envoie une lettre recommandée avec la date du rendez-vous à l'ADEM. Cette lettre est envoyée à toutes les personnes entre 25 et 65 ans qui ne travaillent pas à temps complet et qui ne sont pas dispensées. Ce rendez-vous est obligatoire. En cas d'empêchement pour des raisons professionnelles ou médicales, le rendez-vous peut être modifié auprès de l'ADEM.

Étape 2

Ensuite, pour chaque demandeur, âgé de moins de 65 ans et apte au travail, l'ADEM établit un profil.

Suite à un entretien, basé sur un questionnaire, l'ADEM se prononce quant à sa capacité d'intégration dans le marché de l'emploi ordinaire.

Il existe alors **deux orientations possibles** :

- ▶ Si **le demandeur** est jugé apte à intégrer le marché de l'emploi, il **est** alors **inscrit à l'ADEM et est suivi en tant que demandeur d'emploi**. Afin de continuer à bénéficier du REVIS, il doit rester inscrit à l'ADEM et rechercher activement un emploi.

- Si **le demandeur** présente des besoins spécifiques en matière d'activation sociale et professionnelle, il **est orienté**, sur base d'un avis motivé de l'ADEM, **vers l'ONIS pour un suivi**.

L'orientation n'est pas fixe et peut être revue en fonction de l'évolution de la personne.

Étape 3

Le FNS notifie la décision d'octroi ou de refus du REVIS au demandeur, par lettre recommandée, au plus tard 3 mois après la réception de la demande.

La notification détermine le montant de l'allocation d'inclusion et le début de son paiement, fait état des éléments de revenu et de fortune ayant été pris en considération par le FNS, et donne les renseignements nécessaires quant à l'affiliation à l'assurance maladie-maternité.

Étape 4

Pour le demandeur présentant des besoins spécifiques en matière d'activation sociale et professionnelle, après réception de l'avis motivé de l'ADEM, l'ONIS convoque le bénéficiaire du REVIS à une réunion d'information à l'issue de laquelle il signe une **déclaration de collaboration**.

La mission de l'ONIS est « de stabiliser et d'activer » les personnes éloignées du marché de l'emploi par le biais de mesures qui répondent aux besoins individuels des demandeurs et prennent en compte l'évolution de leurs compétences.

Les mesures de stabilisation et d'activation sont des mesures préparatoires destinées à améliorer l'employabilité du bénéficiaire et à augmenter ses chances d'insertion sur le marché de l'emploi.

L'Organisation internationale du travail définit le concept d'employabilité comme l'aptitude de chacun à trouver et conserver un emploi, à progresser au travail et à s'adapter au changement tout au long de la vie professionnelle (Rapport de la commission de mise en valeur des ressources humaines, 30 mai - 15 juin 2000).

Suite à la signature de la déclaration de collaboration, **le bénéficiaire est orienté vers un agent régional d'inclusion sociale, avec lequel il élabore un plan d'activation à approuver par l'ONIS**.

Ce plan d'activation contient :

- le projet d'activation sociale ou professionnelle ;
- les engagements réciproques, un calendrier de démarches et les conditions d'évaluation des résultats obtenus dans le cadre du projet ;
- les facilités offertes au bénéficiaire.

Le plan d'activation ne peut excéder un an, mais est renouvelable. En cas de besoin, un nouveau plan d'activation peut être établi à tout moment.

Les **mesures d'activation** auxquelles le bénéficiaire peut être affecté selon son plan d'activation sont :

- des travaux d'utilité collective ;

Les modalités pratiques d'affectation (type d'activité, début et fin, nature du travail, nombre d'heures à effectuer, horaire et obligations) sont définies dans une convention d'activation à signer par la personne affectée, l'organisme d'affectation et l'ONIS.

La convention d'activation ne peut excéder un an, mais est renouvelable. En cas de besoin, une nouvelle convention d'activation peut être établie à tout moment.

Le bénéficiaire affecté à des travaux d'utilité collective a droit à une allocation d'activation, payé mensuellement sur base du SSM non qualifié, en fonction des heures d'affectation (12,08 euros bruts par heure, au 1^{er} janvier 2019, indice 814,40 et anticipation de l'adaptation de 0,9 % prévue par le projet de loi 7416). Selon la composition et les revenus de la communauté domestique, dont fait partie le bénéficiaire de l'allocation d'activation, celle-ci peut également bénéficier d'une allocation d'inclusion pour atteindre les montants planchers garantis par le REVIS.

- **des activités de stabilisation sociale ou de préparation** aux travaux d'utilité collective ;
- **des cours et formations pratiques** soutenant les mesures d'activation ;
- **des cures, traitements ou autres mesures de réadaptation ou de réhabilitation** destinés à rétablir ou améliorer l'aptitude au travail (sur proposition du Contrôle médical de la sécurité sociale).

Peut être dispensée, partiellement ou totalement, de la participation à une ou plusieurs mesures d'activation, le cas échéant sur avis d'experts du domaine médical, psychologique, pédagogique, social ou de l'orientation professionnelle mandatés par le directeur de l'ONIS et compétents pour procéder à des examens d'évaluation de l'état de santé physique ou psychique ou de la situation sociale ou familiale :

- la personne qui élève un enfant pour lequel elle touche des allocations familiales, lorsque des motifs sérieux par rapport à l'enfant s'opposent à l'accomplissement des mesures d'activation (par exemple, aucun mode de garde) ;
- la personne qualifiée d'aidant dans le cadre de l'assurance dépendance ;
- la personne dont l'état de santé physique ou psychique ou la situation sociale ou familiale sont tels que l'accomplissement des mesures d'activation s'avère temporairement contre-indiqué ou irréalisable ;
- la personne qui achève des études de l'enseignement secondaire (classique ou général).

À moins d'être établie sur base d'un avis motivé des experts mandatés, la dispense ne peut excéder un an, mais elle est renouvelable. Les motifs ayant conduit à la dispense sont à inscrire au plan d'activation.

Au cas où la dispense est établie sur base d'un avis motivé des experts mandatés et que les motifs ayant conduit à la dispense présentent un caractère définitif, elle est communiquée par écrit à l'intéressé.

Pendant la durée de la dispense, le droit à l'allocation d'inclusion reste ouvert. Le droit à l'allocation d'inclusion reste également ouvert à la personne qui ne participe pas à une mesure d'activation faute de mesure appropriée.

Les personnes qui sont devenues aptes à intégrer le marché de l'emploi sont orientées, par l'ONIS, **vers l'ADEM**. L'obligation d'être inscrit à l'ADEM et de rechercher activement un emploi leur est alors appliquée. **Les autres personnes peuvent poursuivre les mesures d'activation** organisées par l'ONIS.

Pour une période maximale de 3 mois, la personne dont le dossier a été repris par l'ADEM peut être maintenue dans son droit à l'allocation d'activation si elle continue à remplir les conditions d'attribution du REVIS.

Si, pendant la durée du plan d'activation, le FNS constate que les conditions requises pour bénéficier du REVIS ne sont plus remplies, il met fin au paiement, après information préalable à l'ONIS, à partir du premier jour du mois suivant celui au cours duquel il a eu connaissance de cette information.

À noter que le bénéficiaire qui ne remplit pas les conditions du plan d'activation peut être sanctionné. Les comportements visés sont :

- ▶ le non-respect des engagements ou du calendrier des démarches figurant dans le plan d'activation ;
- ▶ le refus de participer aux mesures d'activation ;
- ▶ le non-respect des modalités de la convention d'activation ;
- ▶ l'absence non justifiée à un rendez-vous fixé par lettre recommandée de l'ONIS.

Les sanctions sont graduelles, en 3 étapes :

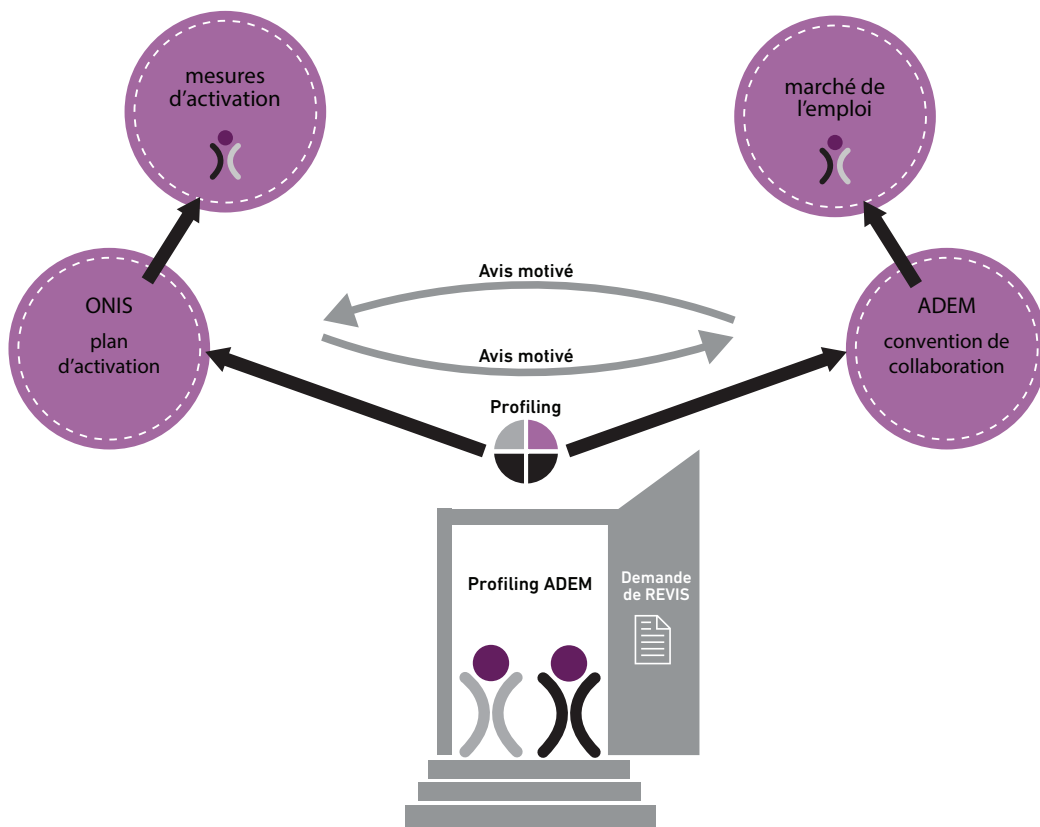
1. La personne reçoit d'abord un avertissement écrit.
2. En cas de récidive, **l'allocation d'activation et des composantes de l'allocation d'inclusion** (montant de base par adulte et forfait pour les frais communs du ménage) **sont réduites de 20 %** à compter de la date de la décision prise par le FNS et les **3 mois** suivants.
3. En cas d'une nouvelle récidive, **l'entièreté de l'allocation d'activation et des composantes de l'allocation d'inclusion** (montant de base par adulte et forfait pour les frais communs du ménage) **sont suspendues** à compter de la date de la décision prise par le FNS et les **3 mois** suivants.

Toutefois, **l'entièreté de l'allocation d'activation et des composantes de l'allocation d'inclusion** (montant de base par adulte et forfait pour les frais communs du ménage) **peuvent être suspendues avec effet immédiat, en cas de motif grave** procédant du fait ou de la faute d'une personne pour laquelle l'activation sociale et professionnelle s'applique.

Est considéré comme constituant un motif grave tout fait ou faute qui rend immédiatement impossible le maintien de la relation avec l'ONIS, l'agent régional d'inclusion sociale ou l'organisme d'affectation dans le cadre d'une mesure d'activation.

En somme, les 3 principaux organes impliqués dans le traitement du REVIS sont les suivants.

- Le **FNS**, responsable de la gestion du REVIS, notamment en ce qui concerne les demandes, les décisions et les paiements.
- L'**ONIS**, responsable du suivi et de l'organisation des mesures de stabilisation et d'activation.
- L'**ADEM**, responsable du suivi régulier et de l'organisation des mesures en faveur de l'emploi.



Source : projet de loi 7113



QUELLES DISPOSITIONS
TRANSITOIRES S'APPLIQUENT
AUX BÉNÉFICIAIRES DU RMG ?

Des dispositions transitoires sont prévues pour certains ménages bénéficiant du RMG avant le 1^{er} janvier 2019.

Le principe général est que si les ayants droit continuent à remplir les conditions légales, ils bénéficient du RMG jusqu'au 31 décembre 2018 inclus et, **à partir du 1^{er} janvier 2019**, ils **bénéficient du REVIS**. Le calcul détaillé du REVIS auquel ils ont droit leur est envoyé par courrier.

Toutefois, si le montant de l'allocation complémentaire **du RMG en décembre 2018 est supérieur à celui** de l'allocation d'inclusion **du REVIS, ils continuent à bénéficier du montant le plus élevé, aussi longtemps que la composition de leur ménage ou leurs revenus ne changent pas** (en l'occurrence, l'adaptation indiciaire, du taux du SSM ou des pensions n'entre pas en ligne de compte).

Si, le 31 décembre 2018, les bénéficiaires du RMG participent à une activité d'insertion professionnelle qui n'est pas encore finie, cette activité continue et **la convention est adaptée aux nouvelles conditions du REVIS**.

Par ailleurs, les ménages dont les seuls revenus le 31 décembre 2018 **sont constitués par une ou plusieurs pensions, ou par le forfait d'éducation, et dont l'allocation d'inclusion sociale (REVIS) est inférieure à l'allocation complémentaire (RMG), bénéficient des montants maximaux suivants** (au 1^{er} janvier 2019, indice 814,40 et anticipation de l'adaptation de 0,9 % prévue par le projet de loi 7417) :

- ▶ 1 465,02 euros pour une personne seule ;
- ▶ 2 197,66 euros pour un ménage composé de 2 adultes ;
- ▶ 419,25 euros pour l'adulte supplémentaire vivant dans le ménage ;
- ▶ 133,24 euros pour chaque enfant ayant droit à des allocations familiales vivant dans le ménage.

En outre, ces ménages continuent à bénéficier de l'ancienne « immunisation » appliquée dans le cadre du RMG. Autrement dit, pour le calcul de l'allocation, les pensions et forfaits d'éducation sont seulement pris en compte s'ils dépassent au total 30 % du RMG.

Lorsqu'une personne quitte ces communautés domestiques, ces montants s'appliquent en fonction de la nouvelle situation familiale. En revanche, si une nouvelle personne rejoint ces ménages et que la prestation est à recalculer, les nouveaux montants et dispositions du REVIS sont à appliquer.

En cas d'interruption du droit au REVIS après le 1^{er} janvier 2019 ou de toute augmentation de la situation de revenu de la communauté domestique (hors adaptation indiciaire, du taux du SSM ou des pensions), toute nouvelle demande du REVIS du même bénéficiaire ne peut plus jouir des dispositions transitoires.



QUELLES SONT LES
VOIES DE RECOURS ?

Après réception des décisions prises par les organes compétents, il est utile de vérifier toutes les données tranquillement et, en cas de besoin, de se les faire expliquer. Si les intéressés n'acceptent pas certaines données ou conditions, il est conseillé de s'adresser d'abord à l'autorité compétente ou à l'office social de la commune. Ainsi, les différends éventuels peuvent vite être écartés.

Toutefois, si les intéressés ne sont toujours pas d'accord, ils ont la possibilité de faire opposition.

Les intéressés ont le droit de se pourvoir contre toute décision du FNS devant le président du Conseil arbitral de la sécurité sociale dans le délai de 40 jours à partir de la notification de la décision.

La décision du président du Conseil arbitral de la sécurité sociale est susceptible, dans le délai de 40 jours à partir de la notification de la décision attaquée, d'un recours devant le Conseil supérieur de la sécurité sociale.

Le Conseil arbitral statue en dernier ressort jusqu'à une valeur de 297,47 euros, et à charge d'appel lorsque la valeur du litige dépasse cette somme.

Les décisions rendues en dernier ressort par le Conseil arbitral ainsi que les arrêts du Conseil supérieur sont susceptibles, dans le délai de 40 jours à partir de la notification de la décision attaquée, d'un recours en cassation.

Les intéressés ont droit à une assistance judiciaire.

Les adresses utiles pour les recours se trouvent à la fin de la présente publication.



QUELLES SONT LES AUTRES AIDES PUBLIQUES ?

1. Les aides au logement
2. L'aide sociale
3. L'allocation de vie chère
4. L'assistance pour ménages en situation de précarité énergétique
5. Les pensions alimentaires
6. Le tiers payant social
7. Les transports publics et la carte de libre parcours
8. L'accueil gérontologique

Outre le REVIS, il existe d'autres aides publiques pour les ménages à revenus modestes.

1 LES AIDES AU LOGEMENT

L'Agence immobilière sociale

Les personnes à revenus modestes ayant des difficultés à se loger ont la possibilité de louer un bien immobilier par le biais de l'Agence immobilière sociale (AIS). Cette dernière met à disposition des logements bon marché et adaptés à la composition du ménage à des conditions préférentielles pour une durée maximale de 3 ans. Durant cette période, le locataire s'engage à faire l'objet d'un suivi social.

Des informations supplémentaires sur les conditions d'accès et les démarches à suivre sont disponibles auprès du ministère du Logement et de l'AIS, ainsi que sur leurs sites en ligne respectifs : www.ml.public.lu et www.ais.lu.

L'aide étatique au financement d'une garantie locative

Les personnes qui désirent louer un logement, mais qui ne disposent pas des moyens nécessaires pour financer une garantie locative (garantie de solvabilité ou caution) exigée par le bailleur, peuvent demander l'aide au financement de cette garantie.

Des informations supplémentaires sur les conditions d'accès et les démarches à suivre sont disponibles auprès du ministère du Logement, ainsi que sur son site en ligne : www.ml.public.lu.

Le logement subventionné

Le Fonds du logement et la Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM) ainsi que certaines communes mettent, sous certaines conditions, des logements en location pour des personnes à revenus modestes.

Le loyer est calculé en fonction du revenu net annuel disponible du ménage locataire et de la surface utile habitable du logement.

Des informations supplémentaires sur les conditions d'accès et les démarches à suivre sont disponibles auprès du Fonds du logement et de la SNHBM, ainsi que sur leur site en ligne respectif : www.fondsdulogement.lu et www.snhbm.lu.

La subvention de loyer

Depuis le 1^{er} janvier 2016, une aide au logement sous forme d'une subvention de loyer peut être obtenue auprès du ministère du Logement. Cette subvention est destinée à aider les ménages à faible revenu à accéder, en location, à un logement décent. Le montant de cette aide mensuelle peut, selon le revenu et la composition du ménage, aller jusqu'à un maximum de 300 euros.

Des informations supplémentaires sur les conditions d'accès et les démarches à suivre sont disponibles auprès du ministère du Logement, ainsi que sur son site en ligne : www.ml.public.lu.

2 L'AIDE SOCIALE

L'aide sociale assure aux personnes dans le besoin et à leur famille l'accès aux biens et aux services adaptés à leur situation particulière afin de les aider à préserver leur autonomie et à mener une vie conforme à la dignité. Pour demander le bénéfice de l'aide sociale, la personne dans le besoin doit s'adresser à l'office social du territoire de la commune où elle a son domicile.

Des informations supplémentaires sur l'aide sociale sont disponibles auprès du ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, ainsi que sur son site en ligne : www.mfamigr.gouvernement.lu.

3 L'ALLOCATION DE VIE CHÈRE

Le FNS accorde, sur demande, une allocation de vie chère en faveur des ménages à revenu modeste. Le montant de l'allocation annuelle est déterminé en fonction de la composition du ménage du demandeur.

Des informations supplémentaires sur les conditions d'accès et les démarches à suivre sont disponibles auprès du FNS, ainsi que sur son site en ligne : www.fns.lu.

4 L'ASSISTANCE POUR MÉNAGES EN SITUATION DE PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

Le service « assistance aux ménages en précarité énergétique » vise un meilleur accompagnement des ménages à faibles revenus qui ne peuvent pas payer leurs factures d'électricité, de gaz, d'eau et de chauffage par manque de moyens financiers. Ces ménages ont la possibilité de profiter d'un conseil en énergie personnalisé et d'une subvention pour le remplacement d'un ou de plusieurs appareils électroménagers énergivores (réfrigérateur, congélateur, lave-vaisselle, lave-linge).

Des informations supplémentaires sur les conditions d'accès et les démarches à suivre sont disponibles auprès de l'office social du territoire de la commune où le ménage a son domicile.

5 LES PENSIONS ALIMENTAIRES

Si une personne se trouve dans une situation économiquement difficile, la pension alimentaire due à un conjoint, un enfant ou un parent est avancée, sur demande et sous certaines conditions, par le FNS et recouvrée par celui-ci.

Des informations supplémentaires sur les conditions d'accès et les démarches à suivre sont disponibles ci-avant, auprès du FNS et sur son site en ligne : www.fns.lu.

6 LE TIERS PAYANT SOCIAL

L'objectif principal du tiers payant social est de faciliter l'accès aux soins médicaux et dentaires des personnes en difficulté. Les personnes à revenu modeste peuvent demander le tiers payant social auprès de l'office social du territoire de la commune où elles ont leur domicile. Ainsi, elles ne doivent plus avancer leurs frais de soins de santé, mais les prestations médicales et dentaires sont prises en charge directement par la Caisse nationale de santé (CNS).

Des informations supplémentaires sur les conditions d'accès et les démarches à suivre sont disponibles auprès de la CNS, ainsi que sur son site en ligne : www.cns.public.lu.

7 LES TRANSPORTS PUBLICS ET LA CARTE DE LIBRE PARCOURS

Sous certaines conditions, les personnes à revenu modeste peuvent demander une carte de libre parcours qui leur permet de voyager gratuitement sur l'ensemble du réseau de transport public luxembourgeois.

Des informations supplémentaires sur les conditions d'accès et les démarches à suivre sont disponibles auprès du FNS, ainsi que sur ce site en ligne : www.guichet.public.lu.

8 L'ACCUEIL GÉRONTOLOGIQUE

Le complément « accueil gérontologique » est dû aux personnes admises à durée indéterminée dans un logement encadré, un centre intégré pour personnes âgées ou une maison de soins, mais dont les ressources personnelles ne permettent pas de couvrir le prix d'hôtellerie et les besoins personnels.

Des informations supplémentaires sur les conditions d'accès et les démarches à suivre sont disponibles auprès du FNS, ainsi que sur son site en ligne : www.fns.lu.



LES FAC-SIMILÉS DES FORMULAIRES CONCERNANT LE REVIS

1. Le formulaire de demande et l'annexe pour chaque adulte du ménage
2. Le formulaire d'accord pour une retenue en faveur d'un office social



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Fonds national de solidarité

8-10, rue de la Fonderie
L-1531 LUXEMBOURG
Téléphone: 49 10 81-1
Fax: 26 12 34 64
Site internet: www.fns.lu

Fonds national de solidarité
Boîte postale 2411
L-1024 Luxembourg

Heures d'ouverture des guichets:
Matin: 8.30 - 11.30 h

Demande en obtention du revenu d'inclusion sociale REVIS

créé par la loi du 28 juillet 2018

Demandeur désigné attributaire de l'allocation d'inclusion

Nom													
Prénom													
Matricule													
	Année				Mois		Jour						
Téléphone											GSM		
Langue souhaitée pour le courrier	Français ☐ Allemand ☐												

Païement du REVIS

☐ 1) en faveur du demandeur												
Titulaire du compte bancaire												
Institut bancaire												
Numéro de compte IBAN	LU											
☐ 2) en faveur de l'organisme/du représentant légal												
Nom et prénom												
Matricule												
	Année				Mois		Jour					
Numéro de compte IBAN	LU											

Case réservée aux organismes

Organisme ayant assisté à remplir la demande													
Nom de l'agent													
Téléphone											Email		
Par sa signature le demandeur marque son accord à ce que le Fonds national de solidarité tient informé l'organisme susvisé sur l'état d'instruction de sa demande notamment en lui communiquant copies des fiches de renseignement ainsi que la décision y relative.													
Signature demandeur attributaire													

1) Prière de joindre un relevé d'identité bancaire RIB.
2) Prière de joindre une procuration ou un jugement

Membres adultes de la communauté domestique	
1	2
3	4
5	6
7	8
9	10
11	12
13	14
15	16
17	18
19	20
21	22
23	24
25	26
27	28
29	30
31	32
33	34
35	36
37	38
39	40
41	42
43	44
45	46
47	48
49	50
51	52
53	54
55	56
57	58
59	60
61	62
63	64
65	66
67	68
69	70
71	72
73	74
75	76
77	78
79	80
81	82
83	84
85	86
87	88
89	90
91	92
93	94
95	96
97	98
99	100

Une annexe est à remplir pour le membre attributaire

Une annexe est à remplir pour chaque demandeur adulte

[illegible]

Situation de logement	
1	Logement individuel
2	Logement collectif
3	Logement individuel
4	Logement collectif
5	Logement individuel
6	Logement collectif
7	Logement individuel
8	Logement collectif
9	Logement individuel
10	Logement collectif
11	Logement individuel
12	Logement collectif
13	Logement individuel
14	Logement collectif
15	Logement individuel
16	Logement collectif
17	Logement individuel
18	Logement collectif
19	Logement individuel
20	Logement collectif
21	Logement individuel
22	Logement collectif
23	Logement individuel
24	Logement collectif
25	Logement individuel
26	Logement collectif
27	Logement individuel
28	Logement collectif
29	Logement individuel
30	Logement collectif
31	Logement individuel
32	Logement collectif
33	Logement individuel
34	Logement collectif
35	Logement individuel
36	Logement collectif
37	Logement individuel
38	Logement collectif
39	Logement individuel
40	Logement collectif
41	Logement individuel
42	Logement collectif
43	Logement individuel
44	Logement collectif
45	Logement individuel
46	Logement collectif
47	Logement individuel
48	Logement collectif
49	Logement individuel
50	Logement collectif
51	Logement individuel
52	Logement collectif
53	Logement individuel
54	Logement collectif
55	Logement individuel
56	Logement collectif
57	Logement individuel
58	Logement collectif
59	Logement individuel
60	Logement collectif
61	Logement individuel
62	Logement collectif
63	Logement individuel
64	Logement collectif
65	Logement individuel
66	Logement collectif
67	Logement individuel
68	Logement collectif
69	Logement individuel
70	Logement collectif
71	Logement individuel
72	Logement collectif
73	Logement individuel
74	Logement collectif
75	Logement individuel
76	Logement collectif
77	Logement individuel
78	Logement collectif
79	Logement individuel
80	Logement collectif
81	Logement individuel
82	Logement collectif
83	Logement individuel
84	Logement collectif
85	Logement individuel
86	Logement collectif
87	Logement individuel
88	Logement collectif
89	Logement individuel
90	Logement collectif
91	Logement individuel
92	Logement collectif
93	Logement individuel
94	Logement collectif
95	Logement individuel
96	Logement collectif
97	Logement individuel
98	Logement collectif
99	Logement individuel
100	Logement collectif

Numéro et rue _____

S'agit-il de l'adresse effective pour tous les membres du ménage? Oui ☐ / Non ☐

S'agit-il
d'une maison unifamiliale? Oui ☐ / Non ☐
d'un appartement? Oui ☐ / Non ☐
d'une chambre? Oui ☐ / Non ☐

3) Prière de joindre une pièce justificative récente
4) Prière de joindre les pièces à l'appui

Annexe à la demande REVIS

Matricule membre désigné attributaire

--	--	--	--

Année

--	--

Mois

--	--

Jour

--	--	--	--	--	--

Renseignements sur un membre adulte de la communauté domestique

Nom _____

Prénom _____

Matricule

--	--	--	--

Année

--	--

Mois

--	--

Jour

--	--	--	--	--	--

Etat civil

☐ célibataire

☐ marié

☐ partenariat

☐ veuf

☐ divorcé

☐ séparé

Bénéficiez-vous d'une protection internationale?

Oui Non

☐ 5) ☐

Disposez-vous du statut d'apatride?

☐ 5) ☐

Bénéficiez-vous d'une prise en charge pour votre droit de séjour?

☐ ☐

Exercez-vous une activité salariée?

☐ ☐

Exercez-vous une activité à titre d'indépendant?

☐ ☐

Êtes-vous demandeur d'emploi?

☐ ☐

Présentez-vous une inaptitude au travail?

☐ ☐

☐ temporaire ☐ permanente ☐ totale ☐ partielle

Êtes-vous aidant d'une personne touchant l'assurance dépendance?

☐ ☐

Effectuez-vous des études de l'enseignement classique ou général?

☐ ☐

Effectuez-vous des études supérieures?

☐ ☐

A remplir si vous avez moins de 25 ans:

Avez-vous des enfants à charge?

☐ 5) ☐

Êtes-vous enceinte?

☐ 5) ☐

Êtes-vous inapte au travail?

☐ ☐

Suivez-vous une cure ou une thérapie?

☐ 5) ☐

Êtes-vous aidant d'une personne touchant l'assurance dépendance?

☐ 5) ☐

Questionnaire relatif aux revenus

Touchez-vous des revenus professionnels?

Oui Non

☐ ☐

Touchez-vous des indemnités de chômage?

☐ ☐

Touchez-vous une pension luxembourgeoise?

☐ ☐

Touchez-vous une pension étrangère?

☐ 6) ☐

Touchez-vous une rente ou une indemnité de l'assurance accident?

☐ 6) ☐

Bénéficiez-vous de l'indemnité pécuniaire de maladie ou de maternité?

☐ ☐

Bénéficiez-vous de l'indemnité de congé parental?

☐ ☐

Êtes-vous bénéficiaire d'une pension alimentaire?

☐ 7) ☐

Touchez-vous des revenus provenant de biens mobiliers et immobiliers?
(loyer, fermage, droit d'habitation, usufruit, actions, etc)

☐ 6) ☐

Touchez-vous d'autres revenus ou indemnités?

☐ 6) ☐

5) Prière de joindre une pièce justificative

6) Prière de joindre une pièce justificative

7) Prière de joindre une copie du jugement et une preuve de paiement

Annexe à la demande REVIS

Matricule membre désigné attributaire

Année

Mois

Jour

Questionnaire relatif à la situation de fortune

	Oui	Non
Êtes-vous propriétaire de biens mobiliers? (argent liquide, épargnes, actions, obligations, etc.)	☐ 8)	☐
Êtes-vous propriétaire de biens immobiliers situés au Grand-Duché de Luxembourg? (logement, autres maisons, terrains à bâtir, etc.)	☐ 9)	☐
Êtes-vous propriétaire de biens immobiliers situés à l'étranger? (logement, autres maisons, terrains à bâtir, etc.)	☐ 8)	☐ *
Avez-vous fait une donation au cours des dix dernières années ou après l'âge de 50 ans?	☐ 8)	☐
Avez-vous fait un héritage?	☐ 8)	☐

*) Le (la) soussigné(e) déclare sur l'honneur de ne pas être propriétaire, copropriétaire ou usufruitier d'un logement à l'étranger et a pris connaissance qu'une fausse attestation de sa part l'expose à des sanctions pénales.

Important

Pour les personnes qui ne sont pas de nationalité luxembourgeoise est encore à joindre une attestation d'enregistrement ou une attestation d'un droit de séjour.

Protection des données

Le Fonds national de solidarité (« FNS ») collecte et traite vos données à caractère personnel (« données ») dans la poursuite d'un motif d'intérêt public et afin d'assurer le traitement de votre dossier REVIS conformément à la législation applicable (en particulier la loi du 30 juillet 1960 concernant la création d'un Fonds national de solidarité et la loi du 28 juillet 2018 relative au REVIS).

Vos données sont traitées à des fins :

- de la détermination de vos droits et la vérification des conditions d'éligibilité, d'allocation et de maintien aux prestations ;
- de paiement des prestations ;
- de contrôle des conditions de révision et, le cas échéant, de demande de la restitution des prestations allouées ;
- statistiques.

Vos données peuvent être échangées avec l'ADEM et l'ONIS et elles peuvent être complétées avec des informations (y compris relatives à votre communauté domestique) fournies par ces acteurs. Le FNS peut accéder à des données vous concernant auprès d'autres administrations à des fins de vérification.

Vos données sont conservées jusqu'à 2 ans après la clôture de votre dossier (au plus tard 2 années après la restitution intégrale de la prestation allouée). Elles ne sont pas destinées à être transférées en dehors de l'Espace économique européen. Une déclaration fausse ou erronée de votre part peut entraîner un refus de votre demande et l'application de sanctions à votre encontre.

Toute communication relative à une demande d'information, de réclamation ou relative à l'exercice de vos droits prévus par le règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679) est à adresser, par courrier ou par voie de courriel, directement au FNS ou à son délégué à la protection des données (dataprotection.fns@secu.lu). Vous pouvez, le cas échéant, introduire une réclamation auprès de la CNPD. La notice d'information exhaustive peut être consultée sur www.fns.lu ou demandée par courrier.

Le (la) soussigné(e) certifie que toutes les déclarations sont sincères et exactes. Il (elle) s'engage à avertir le Fonds endéans un mois de toute circonstance pouvant entraîner une modification de l'allocation.

Date _____ Signature _____

8) Prière de joindre une pièce justificative récente

9) Les immeubles seront grevés d'une hypothèque légale pour la garantie en restitution



Accord volontaire pour une retenue sur l'allocation d'inclusion en faveur d'un office social

Suivant l'article 33 de la loi du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale, le Fonds national de solidarité peut retenir une partie de l'allocation d'inclusion pour rembourser des dettes en relation avec la fourniture minimale d'énergie et d'eau, avec les frais d'acquisition ou d'entretien d'un logement occupé par le bénéficiaire.

Matricule de l'attributaire	
Nom et prénom de l'attributaire	
Montant net de l'allocation d'inclusion	
Office social	
Représentant de l'office social	
Montant total net à rembourser à l'office social	
Montant mensuel à retenir *	

* Le montant maximal de la retenue est de 726,61 € (NI 814,40) et ne doit pas dépasser 50 % du montant net de l'allocation. Le montant de la retenue varie en fonction du montant de l'allocation d'inclusion.

Au nom de tous les bénéficiaires adultes du ménage, le/la soussigné(e) déclare être d'accord que le montant initial fixé ci-dessus peut être retenu pour rembourser l'office social. Le montant de la retenue varie en fonction du montant de l'allocation d'inclusion. Tous les bénéficiaires adultes du ménage ont été informés au préalable.

Bénéficiaire		Office social	
Nom Prénom		Représentant de l'office social	
Signature		Signature	
Date			

Pièces à joindre à cette demande :

- Copie de la/des facture(s) réglée(s) par l'office social
- Copie de la preuve de paiement par l'office social

L'original du présent accord est à renvoyer au Fonds national de solidarité.

Sozialversicherungsrecht

Das Einkommen zur sozialen Eingliederung - REVIS

Stand: 1. April 2019

Impressum

Herausgeber

Chambre des salariés / Arbeitnehmerkammer

18, rue Auguste Lumière
L-1950 Luxemburg
B.P. 1263 L-1012 Luxemburg
T. (+352) 27 494 200
F. (+352) 27 494 250
www.csl.lu • csl@csl.lu
Jean-Claude Reding, Präsident
Norbert Tremuth, Direktor
Sylvain Hoffmann, Direktor

Druck

Imprimerie centrale

Vertrieb

Librairie « Um Fieldgen Sàrl »
3, rue Glesener
L-1631 Luxembourg
T. (+352) 48 88 93
F. (+352) 40 46 22
www.libuf.lu • libuf@pt.lu

ISBN: 978-2-919888-39-9

Die Angaben in dieser Broschüre berühren unter keinen Umständen die Auslegung und Anwendung der Gesetzestexte durch die staatlichen Behörden oder die zuständigen Gerichte.

Herausgeber und Verfasser haften nicht für mögliche Auslassungen oder Fehler im Text oder für Folgen, die sich aus der Verwendung der Inhalte dieser Veröffentlichung ergeben.

Alle Rechte auf Übersetzung, Anpassung und Vervielfältigung durch jedwedes Verfahren bleiben für alle Länder dem Herausgeber vorbehalten.

Sofern keine vorherige schriftliche Zustimmung des Herausgebers und Verfassers vorliegt, ist es untersagt, die vorliegende Broschüre ganz oder in Teilen, insbesondere per Fotokopie, zu vervielfältigen, sie in einer Datenbank zu speichern oder in jedweder Form der Öffentlichkeit zugänglich zu machen.

VORWORT



Jean-Claude Reding
Präsident der Arbeitnehmerkammer

Am 1. Januar 2019 trat die Reform des garantierten Mindesteinkommens (RMG) in Kraft, das durch das Einkommen zur sozialen Eingliederung (REVIS) ersetzt wird. Die vorliegende Veröffentlichung der Arbeitnehmerkammer (CSL) ist darum bemüht, die zur Inanspruchnahme der Leistungen des REVIS einzuleitenden Schritte auf einfache und praxisnahe Weise zu beschreiben.

Das Gesetz zur Einführung des RMG stammt aus dem Jahr 1986. Dadurch gewährte der Gesetzgeber Personen und Haushalten, deren Einkünfte unterhalb einer bestimmten, als Existenzminimum betrachteten Schwelle liegen, Anspruch auf finanzielle Unterstützung seitens des Staates. Der besagte Gesetzestext wurde seit seinem Inkrafttreten mehrmals geändert, um schließlich durch das Gesetz vom 28. Juli 2018 zur Einführung des REVIS aufgehoben und ersetzt zu werden. Mit diesen neuen Rechtsvorschriften wurde der Grundsatz eines Mindesteinkommens zur Unterstützung bedürftiger Personen zwar aufrechterhalten, die Beträge und Bewilligungsvoraussetzungen jedoch geändert.

Das REVIS darf nicht als Unterstützung verstanden werden, die ausschließlich Erwerbstätigen bewilligt wird. Dieses Instrument ist auch dazu bestimmt, Personen zu helfen, die aufgrund ihrer Erwerbsunfähigkeit oder Versetzung in den Ruhestand nicht arbeiten, und deren Einkommen zu niedrig ist.

Darüber hinaus ist das REVIS auch nicht mit dem sozialen Mindestlohn (SSM) zu verwechseln, bei dem es sich um die gesetzlich festgesetzte Mindestvergütung für eine seitens eines Arbeitnehmers erbrachte Arbeitsleistung handelt.

Das REVIS ist ein wertvolles Instrument im Kampf gegen die Mittellosigkeit, da es zumindest die Reduzierung der Einkommensarmut ermöglicht. Denn obgleich Luxemburg häufig als wohlhabendes Land präsentiert wird, darf man nicht vergessen, dass es viele Menschen gibt, die von der Teilhabe an diesem Reichtum ausgeschlossen sind.

Das vorliegende Werk wurde in Form von Fragen und Antworten verfasst und möchte Lösungen für die wichtigsten Fragestellungen in Bezug auf die Merkmale und die Funktionsweise des neuen REVIS liefern. Es erläutert, unter welchen Voraussetzungen der Antragsteller Anspruch auf die Bestimmungen und Leistungen des REVIS hat, und welche Schritte im Falle des Vorliegens eines solchen Anspruchs zu dessen Inanspruchnahme einzuleiten sind. Die bereitgestellten Erläuterungen werden durch konkrete Beispiele untermauert. Darüber hinaus enthält die vorliegende Veröffentlichung ein Verzeichnis nützlicher Adressen von Behörden und Sozialämtern, die Rat und Hilfe anbieten.

Die CSL hofft, dass der Leser auf diese Weise alle Informationen findet, die ihm dabei behilflich sind, den neuen Mechanismus des REVIS besser verstehen und begreifen zu können.

Luxemburg, April 2019

I.	Welche wesentlichen Änderungen bringt das REVIS?	69
II.	Was versteht man unter dem Einkommen zur sozialen Eingliederung?	73
1.	Der Zweck des REVIS	75
2.	Die beiden Arten von Zulagen	75
3.	Die Eckzahlen	75
III.	Wer hat Anspruch auf das REVIS?	77
1.	Die Voraussetzungen	79
2.	Die Ausnahmen	79
3.	Die Ausschlussfaktoren	80
4.	Die Bestimmungen in Bezug auf bestimmte Staatsangehörigkeiten und Rechtsstellungen	81
IV.	Wie wird das REVIS berechnet?	83
1.	Welche Faktoren beeinflussen seine Berechnung?	85
2.	Worin bestehen die verschiedenen Beträge des REVIS?	87
V.	In welchen Fällen muss die Eingliederungszulage zurückerstattet werden?	91
VI.	Wie beantragt man das REVIS?	95

INHALT

VII. Welche Übergangsbestimmungen gelten für Empfänger des RMG?	103
VIII. Welche Rechtsmittel gibt es?	107
IX. Welche sonstigen staatlichen Beihilfen gibt es?	111
1. Die Wohnungsbeihilfe	113
2. Die Sozialhilfe	114
3. Die Teuerungszulage	114
4. Die Unterstützung für Haushalte, die unter Energiearmut leiden	114
5. Die Unterhaltsleistungen	115
6. Die direkte Leistungsabrechnung für einkommensschwache Personen	115
7. Die öffentlichen Verkehrsmittel und die Freifahrtberechtigung	115
8. Die Zusatzleistung für den Aufenthalt im Seniorenheim	116
X. Die Faksimiles der Formulare in Bezug auf das REVIS	117
1. Das Antragsformular samt Anhang für jedes erwachsene Haushaltsmitglied	119
2. Das Einverständnisformular in Bezug auf eine Einbehaltung zugunsten eines Sozialamts	123
Nützliche Informationen: Adressen und Rechtsgrundlagen	125

VERWENDETE ABKÜRZUNGEN

ADEM:	Arbeitsagentur (Agence pour le développement de l'emploi)
AIS:	Agentur für Sozialwohnungen (Agence immobilière sociale)
CNS:	Nationale Gesundheitskasse (Caisse nationale de santé)
CSL:	Arbeitnehmerkammer Luxemburg (Chambre des salariés du Luxembourg)
FNS:	Nationaler Solidaritätsfonds (Fonds national de solidarité)
ONIS:	Nationales Amt für soziale Eingliederung (Office national d'inclusion sociale)
REVIS:	Einkommen zur sozialen Eingliederung (revenu d'inclusion sociale)
RMG:	garantiertes Mindesteinkommen (revenu minimum garanti)
SNAS:	Nationales Sozialamt (Service national d'action sociale)
SNHBM:	Nationale Gesellschaft für verbilligtes Wohneigentum (Société nationale des habitations à bon marché)
SSM:	sozialer Mindestlohn (salaire social minimum)
UE:	Europäische Union (Union européenne)



WELCHE WESENTLICHEN
ÄNDERUNGEN BRINGT
DAS REVIS?

Nachstehend die wichtigsten Neuerungen, die durch das geänderte Gesetz vom 28. Juli 2018 über das REVIS eingeführt wurden:

- ▶ Das Einkommen zur sozialen Eingliederung (REVIS) ersetzt das garantierte Mindesteinkommen (RMG).
- ▶ Das Nationale Sozialamt (SNAS) wird zum Nationalen Amt für soziale Eingliederung (ONIS).
- ▶ Das REVIS spaltet sich in zwei Zulagen auf, die einen neuen Namen erhalten: die Eingliederungszulage (die den Zuschuss ersetzt) und die Aktivierungszulage (die die Eingliederungsent-schädigung ersetzt).
- ▶ Die Eingliederungszulage umfasst verschiedene Bestandteile: einen Grundbetrag pro Erwachsener, einen Grundbetrag pro Haushalt, der im Falle eines oder mehrerer Kinder gegebenfalls erhöht wird, und einen Grundbetrag pro Kind, der im Falle eines Alleinerziehenden-Haushalts gegebenfalls erhöht wird.
- ▶ Der Zugang zum REVIS setzt voraus, dass der Antragsteller im erwerbsfähigen Alter, erwerbsfähig und bei der Arbeitsagentur (ADEM) als arbeitssuchend gemeldet ist.
- ▶ Die ADEM erstellt ein Profil des Antragstellers, der im Anschluss daran je nach Fall entweder von ihr betreut oder an das ONIS übermittelt wird, sofern sich herausstellt, dass das Profil spezifische Bedürfnisse hinsichtlich der Stabilisierung oder der sozialen oder beruflichen Aktivierung aufweist.
- ▶ Durch das REVIS können jedem Erwachsenen eines Haushalts Aktivierungsmaßnahmen angeboten werden.
- ▶ Zur Berechnung der Eingliederungszulage führt das REVIS einen als „Immunsierung“ (oder Nichtberücksichtigung) bezeichneten Mechanismus ein, bei dem 25 % des Einkommens (anstelle von 30 % im Rahmen der Bemessungsgrundlage des RMG) nicht in die Berechnung einfließen.

**Die maximalen Bruttomonatsbeträge der verschiedenen Bestandteile der Eingliederungszulage des REVIS, in Euro, Stand 1. Januar 2019
(Index 814,40 und 0,9%ige Erhöhung durch den Gesetzentwurf 7417)**

Pro Erwachsenen	733,12
Pro Kind	227,62
Zuschlag pro Kind für Alleinerziehenden-Haushalt	67,27
Pauschale für die gemeinsamen Kosten des Haushalts	733,12
Pauschalzuschlag für einen Haushalt mit einem oder mehreren Kindern	110,03

Tabelle: CSL



WAS VERSTEHT MAN UNTER DEM EINKOMMEN ZUR SOZIALEN EINGLIEDERUNG?

1. Der Zweck des REVIS
2. Die beiden Arten von Zulagen
3. Die Eckzahlen

1 DER ZWECK DES REVIS

Das REVIS stellt eines der wichtigsten Mittel zur Bekämpfung von Einkommensarmut und sozialer Ausgrenzung dar. Jeder Haushalt in Luxemburg hat das Recht, Solidarität zu beanspruchen, sofern sein Einkommen unter die garantierte Schwelle fällt. Das Gesetz hat sich für einen universellen Ansatz entschieden, der ungeachtet der Ursache für die unzureichenden Geldmittel eine allgemeine Garantie für einen Mindestlebensstandard für alle vorsieht. Personen, die das REVIS beantragen, müssen jedoch bestimmte Bewilligungsvoraussetzungen erfüllen und die den Empfängern gewährte Hilfe ist an Gegenleistungen geknüpft. Der den Gebietsansässigen vorbehaltene Zugang zum REVIS ist demnach allgemein, aber nicht bedingungslos.

Im Falle eines Empfängers, der infolge von Krankheit oder Gebrechen nicht mehr dazu in der Lage ist, seinen Lebensunterhalt im Rahmen angemessener Einkommensgrenzen selbst zu bestreiten, zielt das REVIS darauf ab, ihm eine hinreichende Existenzgrundlage zu garantieren. Im Falle eines erwerbsfähigen Empfängers geht es darum, ihm Maßnahmen zur Verfügung zu stellen, mit denen er seine berufliche und soziale Eingliederung aktiv in Angriff nehmen kann.

Das REVIS besteht entweder in der Bewilligung einer Aktivierungszulage oder in der Bewilligung einer Eingliederungszulage, die dem Ausgleich des Unterschieds zwischen den Beträgen des REVIS und den dem Haushalt zur Verfügung stehenden Geldmitteln dient, oder in der gemeinsamen Bewilligung beider Zulagen.

2 DIE BEIDEN ARTEN VON ZULAGEN

Es gibt zwei Arten von Zulagen.

Die **Eingliederungszulage** ist eine finanzielle Hilfe, die Haushalten, welche keine oder nicht genügend Einkünfte haben, eine Grundsicherung gewährt (siehe unten).

Die **Aktivierungszulage** ist eine Abfindung (im Rahmen eines Aktivierungsplans, aber nicht im Rahmen eines Arbeitsvertrages) zugunsten von Personen, die fähig sind, an einer Aktivierungsmaßnahme teilzunehmen und dies auch tatsächlich tun.

Die Aktivierungszulage kann unter Umständen durch die Eingliederungszulage ergänzt werden, um die Mindestbeträge des REVIS zu erreichen

3 DIE ECKZAHLEN

Laut Angaben des Ministeriums für Familie, Integration und die Großregion beziehen im Juli 2018 über 10 000 Haushalte das RMG. Dies entspricht rund **20 000 Empfängern, darunter rund 7 000 Kinder**. Fast 30 % der Empfänger sind zwischen 30 und 49 Jahre alt.

54 % der Haushalte, die das RMG beziehen, bestehen aus einem allein lebenden Erwachsenen, 21 % aus zwei Erwachsenen mit einem oder mehreren Kindern und 13 % sind Alleinerziehenden-Haushalte mit einem oder mehreren Kindern.





WER HAT ANSPRUCH AUF DAS REVIS?

1. Die Voraussetzungen
2. Die Ausnahmen
3. Die Ausschlussfaktoren
4. Die Bestimmungen in Bezug auf bestimmte Staatsangehörigkeiten und Rechtsstellungen

1 DIE VORAUSSETZUNGEN

Um Anspruch auf das REVIS zu haben, muss der Antragsteller die nachstehenden Voraussetzungen erfüllen:

- ▶ offiziell und tatsächlich im Großherzogtum Luxemburg wohnhaft sein;
- ▶ mindestens 25 Jahre alt sein;
- ▶ über unzureichende Geldmittel für seinen Haushalt verfügen, d.h. über Geldmittel, die unter dem durch das Gesetz über das REVIS festgesetzten Mindestbetrag liegen;
- ▶ bei der ADEM als arbeitssuchend eingetragen sein und aktiv einen Arbeitsplatz suchen;
- ▶ bereit sein, sämtliche noch nicht in Anspruch genommene Möglichkeiten des luxemburgischen oder ausländischen Rechts auszuschöpfen, um seine Lage zu verbessern (sich beispielsweise erkundigen, ob er Anspruch auf Arbeitslosengeld oder eine Rente hat).

2 DIE AUSNAHMEN

In Ausnahmefällen haben auch Personen unter 25 Jahren Anspruch auf das REVIS, sofern:

- ☑ sie ein Kind großziehen, für das sie Kindergeld beziehen;
- ☑ sie schwanger sind (ab acht Wochen vor dem voraussichtlichen Entbindungsdatum, das durch ärztliches Attest nachzuweisen ist);
- ☑ sie volljährig, doch infolge einer Krankheit oder Behinderung nicht dazu in der Lage sind, ihren Lebensunterhalt im Rahmen der durch das Gesetz über das REVIS vorgesehenen Einkommensgrenzen selbst zu bestreiten (unter Vorlage eines ärztlichen Gutachtens eines vom FNS bestellten Arztes);
- ☑ sie als Pflegekräfte eine Person unterstützen, die Pflegegeld bezieht.

Weitere Ausnahmen befreien von der Pflicht zur Arbeitssuche und der Meldepflicht bei der ADEM, sofern die betreffende Person:

- ☑ vollzeitbeschäftigt ist;
- ☑ aufgrund ihres körperlichen oder psychischen Gesundheitszustands nicht dazu in der Lage ist (unter Vorlage eines ärztlichen Gutachtens eines vom FNS bestellten Arztes);
- ☑ im Besitz einer spätestens einen Monat nach dem Zulassungsdatum des Antrags auf das REVIS erstellten begründeten Stellungnahme der ADEM ist, aus der hervorgeht, dass sie nicht in den regulären Arbeitsmarkt eingegliedert werden kann (diese Eingliederungsfähigkeit wird in Abhängigkeit von der persönlichen Situation, den Sprachkenntnissen und der beruflichen Laufbahn der Person beurteilt);
- ☑ eine Altersrente oder eine Erwerbsminderungsrente bezieht;
- ☑ älter als 65 Jahre ist;
- ☑ Krankengeld oder Mutterschaftsgeld bezieht;
- ☑ Elternurlaub in Anspruch nimmt und einen Arbeitsvertrag hat, dessen Arbeitszeit der gesetzlichen oder gegebenenfalls tarifvertraglich festgesetzten normalen Arbeitszeit entspricht;

- ✓ als Pflegekraft eine Person unterstützt, die Pflegegeld bezieht;
- ✓ eine Schulausbildung im (klassischen oder allgemeinen) Sekundarunterricht absolviert;
- ✓ über einen einmal verlängerbaren Zeitraum von 6 Monaten eine selbstständige Tätigkeit ausübt, durch die ein berufliches Einkommen erwirtschaftet wird, das unter dem SSM für unqualifizierte Arbeitnehmer liegt (nach Ablauf dieser Frist muss sich die betreffende Person bei der ADEM als arbeitssuchend melden, sofern ihr berufliches Einkommen weiterhin unter dem SSM liegt);
- ✓ eine selbstständige Tätigkeit ausübt, durch die ein berufliches Einkommen erwirtschaftet wird, das mindestens dem SSM für unqualifizierte Arbeitnehmer entspricht.

3 DIE AUSSCHLUSSFAKTOREN

Keinen Anspruch auf das REVIS haben Personen:

- ✗ die sich in Untersuchungshaft befinden oder zu einer Freiheitsstrafe verurteilt worden sind (außer im Falle des offenen Strafvollzugs, der Aussetzung des Strafvollzugs, der Strafaussetzung zur Bewährung oder der elektronischen Überwachung);
- ✗ die ein Hochschulstudium absolvieren;
- ✗ die über eine Verpflichtungserklärung im Hinblick auf den Erhalt ihrer Aufenthaltserlaubnis verfügen (Gesetz vom 29. August 2008 über den freien Personenverkehr und die Einwanderung).

Keinen Anspruch auf das REVIS für den Monat, in dessen Verlauf die dargelegten Sachverhalte eingetreten sind, und die 3 darauffolgenden Monate haben Personen:

- ✗ die ihre berufliche Tätigkeit freiwillig aufgegeben oder reduziert haben;
- ✗ die wegen schwerem Verschulden entlassen wurden;
- ✗ die gegen die Vereinbarung zur Zusammenarbeit mit der ADEM verstoßen oder ihre Teilnahme an einer von der ADEM vorgeschlagenen Maßnahme verweigern;
- ✗ die die Zusammenarbeit mit dem ONIS verweigern;
- ✗ denen das Arbeitslosengeld entzogen wurde;
- ✗ die eine unvollständige oder falsche Erklärung an den Nationalen Solidaritätsfonds (FNS) übermitteln;
- ✗ die den FNS nicht innerhalb eines Monats von Sachverhalten in Kenntnis setzen, die Auswirkungen auf die Berechnung des REVIS haben können;
- ✗ die unbezahlten Urlaub oder Teilzeiterurlaub in Anspruch nehmen;
- ✗ die das Großherzogtum für mehr als 35 Tage pro Jahr verlassen, um sich im Ausland aufzuhalten, oder die Termine mit dem FNS zur Überprüfung der Zugangsvoraussetzungen zum REVIS nicht einhalten.

Gleichwohl kann der FNS aus ordnungsgemäß dokumentierten und den Antrag auf Erhalt des REVIS untermauernden Gründen im Zusammenhang mit der persönlichen, beruflichen oder gesundheitlichen Situation der betreffenden Person Ausnahmen bewilligen.

4 DIE BESTIMMUNGEN IN BEZUG AUF BESTIMMTE STAATSANGEHÖRIGKEITEN UND RECHTSSTELLUNGEN

In Sonderfällen kommen Zusatzbestimmungen zur Anwendung:

- Nicht luxemburgische Antragsteller, die aus einem Staat der Europäischen Union (EU), aus Island, Liechtenstein, Norwegen oder der Schweiz stammen, sowie ihre Familienmitglieder gleich welcher Staatsangehörigkeit, die neu nach Luxemburg gekommen sind, haben während der ersten 3 Monate ihres Aufenthalts in Luxemburg oder während des Zeitraums ihrer Stellensuche (sofern sie aus diesem Grund nach Luxemburg gekommen sind) keinen Anspruch auf das REVIS.

Diese Bestimmung findet bei Erwerbstätigen, ob selbstständig oder angestellt, und Personen, die diesen Status weiterhin behalten, sowie auf deren Familienmitglieder gleich welcher Staatsangehörigkeit keine Anwendung.

- Antragsteller, die nicht aus einem der vorstehend genannten Staaten stammen und weder als staatenlos anerkannt sind (Übereinkommen über die Rechtsstellung der Staatenlosen, New York, 28. September 1954) noch internationalen Schutz (Gesetz vom 18. Dezember 2015) oder vorübergehenden Schutz (EU-Richtlinie 2001/55/EG) genießen, müssen nachweisen, dass sie während der letzten 20 Jahre über einen Zeitraum von 5 Jahren ihren tatsächlichen Wohnsitz in Luxemburg hatten, sofern sie nicht den Status eines langfristig Aufenthaltsberechtigten besitzen.

Bei Familienmitgliedern gleich welcher Staatsangehörigkeit eines luxemburgischen Staatsangehörigen, eines Staatsangehörigen eines anderen EU-Mitgliedstaats, eines Staatsangehörigen von Island, Liechtenstein, Norwegen oder der Schweiz, oder eine Person, die internationalen Schutz genießt (geändertes Gesetz vom 29. August 2008 über den freien Personenverkehr und die Einwanderung), findet diese Wohnsitzvoraussetzung keine Anwendung.



WIE WIRD DAS REVIS BERECHNET?

1. Welche Faktoren beeinflussen seine Berechnung?
2. Worin bestehen die verschiedenen Beträge des REVIS?

1 WELCHE FAKTOREN BEEINFLUSSEN SEINE BERECHNUNG?

Die Ermittlung der **Höhe des REVIS** erfolgt nach Maßgabe zweier wesentlicher Kriterien: **die Art des Haushalts und die Einkünfte** des Haushalts.

1.1. DIE ART DES HAUSHALTS

Ein **Haushalt** oder eine Haushaltsgemeinschaft **umfasst alle Personen, die in einem gemeinsamen Haushalt leben und von denen anzunehmen ist, dass sie über ein gemeinsames Budget verfügen.**

Dabei gibt es bestimmte Sonderfälle.

- ▶ Der FNS kann volljährige Personen, die aufgrund ihrer ordnungsgemäß dokumentierten und den Antrag auf Erhalt des REVIS untermauernden familiären, beruflichen oder gesundheitlichen Situation kostenfrei in einem kein REVIS beziehenden Haushalt leben, über einen Zeitraum von maximal 12 Monaten als eigene Haushaltsgemeinschaft betrachten, sofern sie zuvor in einem Krankenhaus, einem Therapiezentrum, einer Strafvollzugsanstalt, einer Flüchtlingsunterkunft oder einer sonstigen Einrichtung zur Aufnahme von Menschen in Not untergebracht waren.
- ▶ Als eigene Haushaltsgemeinschaft mit Bezug einer gekürzten Zulage, die ausschließlich dem Grundbetrag pro Erwachsener entspricht (733,12 Euro, Stand 1. Januar 2019, Index 814,40 und 0,9%ige Erhöhung durch den Gesetzentwurf 7417), gelten:
 - Eltern, die in der kein REVIS beziehenden Haushaltsgemeinschaft ihrer volljährigen Kinder leben;
 - volljährige Personen, die erwerbsunfähig sind und in der kein REVIS beziehenden Haushaltsgemeinschaft ihrer Eltern oder Geschwister leben;
 - volljährige Personen, die länger als 2 Monate im Krankenhaus untergebracht waren; der Betrag für die gemeinsamen Kosten des Haushalts kann jedoch gewährt werden, sofern die Person nachweist, dass sie die Kosten für ihre eigene Wohnung tragen muss oder zur Zahlung von Unterhaltsleistungen verpflichtet ist.

1.2. DIE EINKÜNFTE

1.2.1. Die allgemeine Regelung

Für die Berechnung des REVIS wird das **gesamte Bruttoeinkommen** (berufliches Einkommen, Ersatzeinkommen, Renten, Entschädigungen, Mieteinkommen, Unterhaltsleistungen, Schenkungen, Erbschaften) und **das gesamte bewegliche** (Sparguthaben, Wertpapiere, Zinsen, Dividenden, Darlehen, Wertgegenstände) **und unbewegliche** (bebaute und unbebaute Grundstücke, Mieten) Vermögen des Haushalts in Luxemburg und im Ausland berücksichtigt, einschließlich der seitens des Antragstellers oder Empfängers des REVIS getätigten direkten oder indirekten Schenkungen und der Annahme einer Erbschaft seitens eines Erben des Antragstellers oder Empfängers des REVIS.

1.2.2. Die Ausnahmen

1. Die nachstehenden Einkünfte wird bei der Festsetzung der Geldmittel nicht berücksichtigt:

- ▶ Kindergeld;
- ▶ Schulanfangszulage;
- ▶ Geburtsbeihilfe;
- ▶ Sonderzulage für schwerbehinderte Personen;
- ▶ Geldleistungen im Rahmen der Pflegeversicherung;
- ▶ berufliches Einkommen von Kindern unter 25 Jahren bis zur Höhe der maximalen Eingliederungszulage für einen Erwachsenen (Grundbetrag pro Erwachsener und Pauschale für die gemeinsamen Kosten des Haushalts: 1 466,24 Euro, Stand 1. Januar 2019, Index 814,40 und 0,9%ige Erhöhung durch den Gesetzentwurf 7417);
- ▶ finanzielle Beihilfen des Staates, der Sozialämter und anderer privater sozialer Einrichtungen.

2. Der Mechanismus zur „Immunisierung“ des Einkommens: sofern eine Haushaltsgemeinschaft bestimmte Einkommensarten bezieht, werden 25 % dieser Einkünfte als immunisiert bezeichnet, d.h. sie fließen in die Berechnung der Höhe des REVIS nicht ein. Anders ausgedrückt, werden für die Berechnung des dem Haushalt zu entrichtenden REVIS lediglich 75 % dieser Einkünfte berücksichtigt.

So werden 25 % des Bruttobetrags der nachstehenden Einkünfte „immunisiert“:

- ▶ berufliche Einkommen;
- ▶ Ersatzeinkommen (Krankengeld, Entschädigung für Arbeitsunfälle oder Berufskrankheiten, Mutterschaftsgeld, Elterngeld, Arbeitslosengeld, Vorruhestandsgeld) und Renten;
- ▶ Entschädigungen, die im Rahmen einer beschäftigungsfördernden Maßnahme der ADEM bezogen werden;
- ▶ Aktivierungszulage;
- ▶ Unterhaltsleistungen.

Das Einkommen für schwerbehinderte Personen ist nicht "immunisierbar".

3. Das bewegliche Vermögen: bei der Festsetzung des Wertes des beweglichen Vermögens bleibt ein Betrag in Höhe von 20 360 Euro unberücksichtigt (Stand 1. Januar 2019, Index 814,40).

4. Die Wohnung: der Wert des seitens des Antragstellers bewohnten Wohnung wird bei der Festsetzung des Gesamteinkommens nicht berücksichtigt.

Bei Meinungsverschiedenheiten in Bezug auf die Festsetzung des Immobilienwerts kann der Antragsteller eine kürzlich ausgestellte notarielle Urkunde oder ein seitens eines vereidigten Sachverständigen erstelltes Gutachten vorlegen.

1.2.3. Die Unterhaltsleistungen

Sofern die Unterhaltsbeihilfe nicht vom Gericht festgesetzt wird oder die Unterhaltsschuldner ihre Unterhaltsschuld nur unzureichend oder gar nicht begleichen, ist der unterhaltsberechtigte Antragsteller oder Empfänger der Eingliederungszulage dazu verpflichtet, seine Rechte geltend zu machen, sobald der FNS ihn per Einschreiben dazu auffordert. Gleichwohl ist für Kinder über 30 Jahren keine Unterhaltsbeihilfe seitens eines direkten Verwandten ersten Grades oder eines Adoptivelternteils einklagbar.

Sofern der Antragsteller oder Empfänger der Eingliederungszulage sich dazu bereit erklärt, alle notwendigen Schritte für den Erhalt einer Unterhaltsbeihilfe zu unternehmen, kann der FNS die Festsetzung und Anrechnung der Unterhaltsbeihilfe zur Beurteilung der Geldmittel um 6 Monate vertagen. Diese Frist beginnt am ersten Tag des Monats nach Übermittlung des Einschreibens und kann verlängert werden, sofern die seitens des Unterhaltsberechtigten eingeleiteten Schritte noch zu keiner tatsächlichen Zahlung der Unterhaltsbeihilfe geführt haben.

Sollte der Unterhaltsberechtigte sich weigern, seine Rechte gegenüber dem Schuldner geltend zu machen oder auf die Fortsetzung der eingeleiteten Schritte verzichten, setzt der FNS nach Maßgabe einer im Gesetz über das REVIS enthaltenen Referenztabelle eine fiktive Unterhaltsleistung fest, die bei der Berechnung seines Einkommens zu berücksichtigen ist.

Sofern ein Empfänger der Eingliederungszulage die nach Maßgabe der luxemburgischen oder ausländischen Gesetzgebung vorgesehenen rechtlichen Möglichkeiten zur Unterhaltsforderung selbst zum Einsatz gebracht hat und die Schuldner einer Unterhaltspflicht ihre Unterhaltsschuld trotz Zahlungsfähigkeit nur unzureichend oder überhaupt nicht begleichen, kann der FNS an Stelle des Unterhaltsberechtigten gerichtliche Schritte im Hinblick auf die Festsetzung, Überprüfung und Einziehung der Unterhaltsforderung einleiten.

Diese Klage kann sich auf den verstrichenen Zeitraum beziehen und ihre Wirkung kann bis zu dem Datum zurückgehen, an dem der FNS die Unterhaltsschuldner per Einschreiben zur Begleichung ihrer Verbindlichkeit aufgefordert hat.

Die Klage kann nicht gegen Personen geltend gemacht werden, deren steuerpflichtiges Einkommen niedriger als das Dreifache des SSM ist. Darüber hinaus kann sie auch nur bis zu einem Betrag geltend gemacht werden, der maximal dem SSM entspricht. Diese Grenzen finden keine Anwendung, sofern es sich beim Unterhaltsschuldner um einen getrenntlebenden oder sich in Scheidung befindenden Ehepartner, einen offiziell getrennten oder geschiedenen Ehepartner, einen Lebenspartner, einen ehemaligen Lebenspartner oder den direkten Verwandten ersten Grades eines minderjährigen Kindes handelt.

Die in einvernehmlichen Scheidungsvereinbarungen enthaltenen Absprachen in Bezug auf die Unterhaltsleistungen oder Unterhaltsverzichte können dem FNS nicht entgegengehalten werden.

Die Zahlung der kraft einer seitens des FNS erhobenen Klage festgesetzten Unterhaltsschuld erfolgt an den FNS.

Die dem Betroffenen entrichtete Eingliederungszulage darf in keinem Fall niedriger als der seitens des FNS an seiner Stelle bezogene Unterhalt sein.

2 WORIN BESTEHEN DIE VERSCHIEDENEN BETRÄGE DES REVIS?

Das REVIS ist in zwei Bestandteile aufgespalten: die Eingliederungszulage (die den Zuschuss des RMG ersetzt) und die Aktivierungszulage (die die Eingliederungsentschädigung ersetzt).

- ▶ **Die Eingliederungszulage** besteht aus einer finanziellen Beihilfe für einen Haushalt. Hierdurch erhalten Personen, die über kein Einkommen verfügen oder deren Einkünfte unter einem bestimmten Betrag (siehe weiter unten) liegen, einen Grundbetrag zur Bestreitung des Lebensunterhalts.

Sie umfasst:

- **einen Grundbetrag pro Erwachsenen;**
 - **einen Grundbetrag pro Haushalt** für die gemeinsamen Kosten,
 - + der im Rahmen **eines Haushalts mit einem oder mehreren Kindern, für die Kindergeld bezogen wird, gegebenenfalls erhöht wird;**
 - einen **Grundbetrag pro Kind**, das Kindergeld bezieht,
 - + der **im Rahmen eines Alleinerziehenden-Haushalts** gegebenenfalls **erhöht wird.**
- ▶ Die **Aktivierungszulage** besteht aus einer Abfindung für Menschen, die an einer Aktivierungsmaßnahme teilnehmen.

Ihr Empfänger wird vorübergehend gemeinnützigen Tätigkeiten zugewiesen und (im Rahmen eines Aktivierungsplans) in Abhängigkeit von der Anzahl der geleisteten Stunden monatlich auf Grundlage des SSM für unqualifizierte Arbeitnehmer bezahlt (12,08 Euro brutto pro Stunde, Stand 1. Januar 2019, Index 814,40 und 0,9%ige Erhöhung durch den Gesetzentwurf 7416).

Auf der Aktivierungszulage werden die Sozialabgaben, die üblicherweise auf Löhnen erhoben werden, berechnet (Kranken-, Renten-, Pflegeversicherung).

Je nach Zusammensetzung und Einkünfte der Haushaltsgemeinschaft, der der Empfänger der Aktivierungszulage angehört, kann diese zur Erzielung der durch das REVIS garantierten Beträge auch eine Eingliederungszulage beziehen.

Nachstehend die **maximalen Bruttomonatsbeträge der verschiedenen Bestandteile der Eingliederungszulage des REVIS:**

Die maximalen Bruttomonatsbeträge der verschiedenen Bestandteile der Eingliederungszulage des REVIS, in Euro, Stand 1. Januar 2019 (Index 814,40 und 0,9%ige Erhöhung durch den Gesetzentwurf 7417)	
Pro Erwachsenen	733,12
Pro Kind	227,62
Zuschlag pro Kind für Alleinerziehenden-Haushalt	67,27
Pauschale für die gemeinsamen Kosten des Haushalts	733,12
Pauschalzuschlag für einen Haushalt mit einem oder mehreren Kindern	110,03

Tabelle: CSL

Beispiele



Am 1. Januar 2019 hat ein aus 2 Erwachsenen bestehender und zum Erhalt des REVIS berechtigter Haushalt A Anspruch auf einen Maximalbetrag von 2.199,36 Euro brutto pro Monat: dies entspricht 2-mal dem Grundbetrag pro Erwachsener ($2 \times 733,12$) und dem Pauschalbetrag für die gemeinsamen Kosten des Haushalts (733,12).



Zum selben Zeitpunkt hat ein aus 2 Erwachsenen und 2 Kindern bestehender und zum Erhalt des REVIS berechtigter Haushalt B Anspruch auf einen Maximalbetrag von 2.764,63 Euro brutto pro Monat: dies entspricht 2-mal dem Grundbetrag pro Erwachsener ($2 \times 733,12$) und 2-mal dem Grundbetrag pro Kind ($2 \times 227,62$), sowie dem Pauschalbetrag für die gemeinsamen Kosten des Haushalts (733,12), erhöht durch das Vorhandensein von Kindern (110,03).



Zum selben Zeitpunkt hat ein aus einem Erwachsenen und einem Kind bestehender und zum Erhalt des REVIS berechtigter Haushalt C Anspruch auf einen Maximalbetrag von 1.871,16 Euro brutto pro Monat: dies entspricht dem Pauschalbetrag pro Erwachsener (733,12), dem Pauschalbetrag pro Kind (227,62), erhöht durch den Zuschlag für Alleinerziehenden-Haushalte (67,27), sowie dem Pauschalbetrag für die gemeinsamen Kosten des Haushalts (733,12), erhöht durch das Vorhandensein eines Kindes (110,03).

Die Eingliederungszulage unterliegt dem seitens des Empfängers erfolgenden Abzug von Beiträgen zur Krankenversicherung (2,8 %) und zur Pflegeversicherung (1,4 % nach Abzug eines Viertels des SSM). Darüber hinaus unterliegt die Eingliederungszulage der seitens des FNS erfolgenden Zahlung von Beiträgen zur Rentenversicherung, sofern die Person, die keine Aktivierungszulage erhält, ihre mindestens 25-jährige Zugehörigkeit zur Pflichtrentenversicherung nachweist (Zeiträume, für die Beiträge entrichtet wurden), und dies, sofern sie keine eigene Rente bezieht oder das 65. Lebensjahr noch nicht vollendet hat.

Die Gesetzgebung zum REVIS brachte auch Änderungen in Bezug auf den Betrag des monatlichen Einkommens für schwerbehinderte Personen mit sich. Ab 1. Januar 2019 beträgt dieses Einkommen 1.466,25 Euro (Index 814,40 und 0,9%ige Erhöhung durch den Gesetzentwurf 7417). Von nun an wird dieser Betrag automatisch an die Erhöhung der Eingliederungszulage angepasst.



IN WELCHEN FÄLLEN
MUSS DIE EINGLIEDERUNGS-
ZULAGE ZURÜCKERSTATTET
WERDEN?

Die Empfänger des REVIS müssen dem FNS unverzüglich sämtliche Tatsachen melden, die sich auf ihren Anspruch auf das REVIS auswirken können.

Die Rückerstattungen betreffen ausschließlich die Eingliederungszulage. Die Rückerstattung der Aktivierungszulage wird nur verlangt, wenn diese unberechtigt bezogen wurde.

Wenn ein Empfänger während des Zeitraums, in der die Eingliederungszulage gezahlt wurde, über Geldmittel verfügte, die bei deren Berechnung hätten berücksichtigt werden müssen, **können die zu viel entrichteten Beträge zu Lasten des Empfängers oder seiner Rechtsnachfolger zurückgefordert werden.**

Die Eingliederungszulage muss zurückerstattet werden, wenn der Empfänger ihre Zuerkennung durch die Angabe falscher Sachverhalte oder das Verschweigen wichtiger Sachverhalte oder durch die nicht erfolgte Meldung wichtiger Sachverhalte, die nach der Zuerkennung eingetreten sind, hervorgerufen hat.

Die unberechtigt bezogenen Beträge sind seitens des Empfängers oder seiner Rechtsnachfolger unbeschadet einer eventuellen Strafverfolgung zurückzuerstatten. Sie werden von der Eingliederungszulage oder von dem Empfänger geschuldeten Leistungen abgezogen. Dieser Abzug wird auch im Rahmen der seitens des FNS im Auftrag des Empfängers erfolgenden Eintreibung der vorgestreckten Unterhaltsleistungen vorgenommen.

Der FNS kann die Entscheidung in Bezug auf die Rückerstattung erst nach mündlicher oder schriftlicher Anhörung des Betroffenen oder seiner Rechtsnachfolger treffen. Die Entscheidung muss begründet sein.

Darüber hinaus kann der FNS den von ihm als Eingliederungszulage gezahlten Betrag in den nachstehenden Fällen zurückfordern:

- ▶ **vom Empfänger, sofern sich dessen Vermögenslage durch Umstände verbessert hat**, bei denen es sich nicht um die Aktivierungsmaßnahmen oder die Einkommen aus einer beruflichen Tätigkeit handelt (insbesondere infolge einer Schenkung, einer Erbschaft, eines Nachlasses, eines Immobilienverkaufs oder eines Lotteriegewinns);
- ▶ **vom Beschenkten des Empfängers des REVIS** maximal in Höhe des Wertes der Güter am Tag der Schenkung, sofern Letzterer die direkte oder indirekte Schenkung nach dem Antrag auf das REVIS oder innerhalb der 10 diesem Antrag vorausgegangenen Jahre oder nach Vollendung des 50. Lebensjahres getätigt hat;
- ▶ **vom Vermächtnisnehmer des Empfängers des REVIS** maximal in Höhe des Wertes der vermachten Güter am Tag des Eintritts des Erbfalls.

Was den Nachlass des Empfängers der Eingliederungszulage betrifft, fordert der FNS die Rückerstattung der entrichteten Beträge nach Maßgabe der nachstehenden Modalitäten.

- ▶ Wenn der Nachlass eines Empfängers ganz oder teilweise dem überlebenden Ehepartner oder Erben in direkter Linie zufällt, kann der FNS für einen auf 242 259,57 Euro (Stand 1. Januar 2019, Index 814,40) festgesetzten ersten Teilbetrag des Nachlassvermögens keinen Rückerstattungsantrag geltend machen.
- ▶ Wenn der überlebende Ehepartner oder ein anderer Erbe in direkter Linie eines Empfängers des REVIS **weiterhin** in einer Immobilie wohnt, die entweder dem Empfänger allein oder dem Empfänger des REVIS und seinem Ehepartner gemeinsam gehört hat, kann der FNS bis zur Beendigung dieser Situation keinen Rückerstattungsantrag in Bezug auf diese Immobilie und deren Mobiliar geltend machen. Zur Gewährleistung des Anspruchs auf eine spätere Rückerstattung wird die Immobilie jedoch mit einer gesetzlichen Hypothek belastet.
- ▶ In Ermangelung eines Erbens in direkter Linie und eines überlebenden Ehepartners kann der FNS ungeachtet der Anzahl der zu berücksichtigenden Erben für einen Leistungsteilbetrag von 1 700 Euro keinen Rückerstattungsantrag geltend machen.

Der FNS kann die Rückerstattung der Eingliederungszulage von Dritten fordern, die für den Sachverhalt verantwortlich sind, der die Zahlung der Eingliederungszulage erforderlich gemacht hat.

Überdies kann der FNS mit Zustimmung des Empfängers des REVIS einen Teil der Eingliederungszulage zugunsten eines Sozialamts einbehalten, um die grundlegende Strom- und Wasserversorgung zu decken oder Schulden in Verbindung mit den Kosten für den Kauf oder die Instandhaltung der Wohnung zurückzuzahlen. Die Höhe des einbehaltenen Betrags variiert in Abhängigkeit von der Höhe der Eingliederungszulage. Der Höchstbetrag entspricht der Pauschale für gemeinsame Kosten des Haushalts und darf 50% der gezahlten Zulage nicht übersteigen.



WIE BEANTRAGT MAN
DAS REVIS?

DIE VERSCHIEDENEN SCHRITTE

Ab dem 1. Januar 2019 muss der Antragsteller im Hinblick auf den Erhalt des REVIS die nachstehenden Schritte befolgen:

Schritt 1

Zunächst ist ein Antragsformular für das REVIS auszufüllen und per Post an den FNS zu übermitteln (Postfach 2411, L-1024 Luxemburg).

Das Antragsformular steht auf der Webseite des FNS zum Download bereit: www.fns.lu.

Zudem ist es auch in Papierform erhältlich und kann direkt beim FNS, 8-10 rue de la Fonderie, L-1531 Luxemburg, eingereicht werden.

Die Anträge können über das für die Wohnsitzgemeinde des Betroffenen zuständige Sozialamt oder über im Sozialbereich tätige Verbände eingereicht werden.

Der Antrag ist von allen erwachsenen Antragstellern zu unterzeichnen und muss insbesondere die nachstehenden Belege enthalten:

- ▶ eine Kopie des Personalausweises der volljährigen Antragsteller;
- ▶ eine Bescheinigung über die Bankverbindung für den Hauptantragsteller als Empfänger des REVIS (d.h. der Person, die die Zulage tatsächlich erhalten wird);
- ▶ für nicht luxemburgische Antragsteller aus einem EU-Mitgliedstaat, Island, Liechtenstein, Norwegen oder der Schweiz: eine Kopie der Meldebescheinigung;
- ▶ für Antragsteller aus anderen als den oben genannten Staaten, die nicht als staatenlos anerkannt sind und weder internationalen Schutz genießen noch die Rechtsstellung eines langfristig Aufenthaltsberechtigten besitzen: einen Nachweis über den rechtmäßigen Aufenthalt in Luxemburg über einen Zeitraum von 5 Jahren während der letzten 20 Jahre;
- ▶ gegebenenfalls den Beschluss des Ministeriums für auswärtige Angelegenheiten über die Anerkennung des Statuts als Empfänger von internationalem Schutz.

Der Anspruch auf das REVIS besteht ab dem Eingangsdatum des Antrags.

Sofern die Zugangsvoraussetzungen erfüllt sind, übermittelt der FNS ein Einschreiben mit Angabe des Termins bei der ADEM. Dieses Schreiben wird an alle Personen zwischen 25 und 65 Jahren übermittelt, die nicht vollzeitbeschäftigt und nicht freigestellt sind. Bei diesem Termin handelt es sich um einen Pflichttermin. Im Falle der Verhinderung aus beruflichen oder gesundheitlichen Gründen kann der Termin bei der ADEM verlegt werden.

Schritt 2

Danach erstellt die ADEM für jeden erwerbsfähigen Antragsteller unter 65 Jahren ein Profil.

Im Anschluss an ein auf Grundlage eines Fragebogens stattfindendes Gespräch kann die ADEM bestimmen, inwiefern der Antragsteller fähig ist, sich in den regulären Arbeitsmarkt einzugliedern.

Es gibt demnach **zwei Vermittlungsmöglichkeiten**:

- ▶ Sofern **der Antragsteller** für fähig befunden wird, sich in den Arbeitsmarkt einzugliedern, **wird er bei der ADEM als arbeitssuchend eingetragen und als solcher betreut**. Um das REVIS weiterhin zu beziehen, muss er bei der Arbeitsagentur gemeldet bleiben und aktiv einen Arbeitsplatz suchen.
- ▶ Sofern **der Antragsteller** spezifische Bedürfnisse hinsichtlich der sozialen und beruflichen Aktivierung hat, wird er auf Grundlage einer begründeten Stellungnahme der ADEM **im Hinblick auf eine Betreuung an das ONIS vermittelt**.

Die Vermittlung an die ADEM oder an das ONIS stellt keine endgültige Entscheidung dar und kann in Abhängigkeit von der Entwicklung der betreffenden Person korrigiert werden.

Schritt 3

Der **FNS teilt dem Antragsteller** spätestens 3 Monate nach Antragseingang per Einschreiben **die Entscheidung in Bezug auf die Bewilligung oder Ablehnung des REVIS mit**.

In dieser Mitteilung werden die Höhe der Eingliederungszulage und ihr Zahlungsbeginn festgesetzt, die seitens des FNS berücksichtigten Einkommens- und Vermögensbestandteile angegeben und die erforderlichen Informationen in Bezug auf die Kranken-/Mutterschaftsversicherung erteilt.

Schritt 4

Antragsteller, die spezifische Bedürfnisse hinsichtlich der sozialen und beruflichen Aktivierung haben, werden nach Eingang der begründeten Stellungnahme der ADEM vom ONIS zu einem Informationsgespräch eingeladen und unterzeichnen im Anschluss daran eine **Erklärung zur Zusammenarbeit**.

Die Aufgabe des ONIS besteht in der „Stabilisierung und Aktivierung“ der auf dem Arbeitsmarkt schwer vermittelbaren Personen mithilfe von Maßnahmen, die den individuellen Bedürfnissen der Antragsteller entsprechen und der Weiterentwicklung ihrer Fähigkeiten Rechnung tragen.

Bei den Stabilisierungs- und Aktivierungsmaßnahmen handelt es sich um vorbereitende Maßnahmen zur Verbesserung der Beschäftigungsfähigkeit des Empfängers und zur Erhöhung seiner Chancen auf eine Eingliederung in den Arbeitsmarkt.

Die Internationale Arbeitsorganisation definiert das Konzept der Beschäftigungsfähigkeit als die Fähigkeit jedes Einzelnen, eine Stelle zu finden und zu behalten, sich am Arbeitsplatz weiterzuentwickeln und sich im Laufe des gesamten Berufslebens an Veränderungen anzupassen (Bericht des Ausschusses für die Entwicklung der Humanressourcen, 30. Mai - 15. Juni 2000).

Nach der Unterzeichnung der Erklärung zur Zusammenarbeit **wird der Empfänger an einen Regionalbeauftragten für soziale Eingliederung vermittelt, mit dem er einen vom ONIS zu genehmigenden Aktivierungsplan erstellt**.

Dieser Aktivierungsplan umfasst:

- ▶ das Projekt der sozialen oder beruflichen Aktivierung;
- ▶ die gegenseitigen Verpflichtungen, einen Zeitplan der einzelnen Schritte und die Bewertungsbedingungen der im Rahmen des Projekts erzielten Ergebnisse;
- ▶ die dem Empfänger zur Verfügung gestellten Hilfen.

Der Aktivierungsplan gilt maximal für ein Jahr, kann jedoch verlängert werden. Bei Bedarf kann jederzeit ein neuer Aktivierungsplan erstellt werden.

Der Empfänger kann nach Maßgabe seines Aktivierungsplans den nachstehenden **Aktivierungsmaßnahmen** zugewiesen werden:

- ▶ gemeinnützigen Tätigkeiten;

Die praktischen Zuweisungsmodalitäten (Art der Tätigkeit, Beginn und Ende, Beschaffenheit der Tätigkeit, Anzahl der zu leistenden Arbeitsstunden, Dienstplan und Verpflichtungen) sind in einer Aktivierungsvereinbarung festgesetzt, die seitens der zugewiesenen Person, der zugewiesenen Einrichtung und dem ONIS zu unterzeichnen ist.

Die Aktivierungsvereinbarung gilt maximal für ein Jahr, kann jedoch verlängert werden. Bei Bedarf kann jederzeit eine neue Aktivierungsvereinbarung erstellt werden.

Der gemeinnützigen Tätigkeiten zugewiesene Empfänger hat Anspruch auf eine Aktivierungszulage, die in Abhängigkeit von der Anzahl der geleisteten Stunden monatlich auf Grundlage des sozialen Mindestlohns für unqualifizierte Arbeitnehmer entrichtet wird (12,08 Euro brutto pro Stunde, Stand 1. Januar 2019, Index 814,40 und 0,9%ige Erhöhung durch den Gesetzentwurf 7416). Je nach Zusammensetzung und Einkommen der Haushaltsgemeinschaft, der der Empfänger der Aktivierungszulage angehört, kann diese zur Erzielung der durch das REVIS garantierten Beträge auch eine Eingliederungszulage beziehen.

- ▶ **Aktivitäten zur sozialen Stabilisierung oder Vorbereitung** auf gemeinnützige Tätigkeiten;
- ▶ **Kursen und praktischen Schulungen** zur Unterstützung der Aktivierungsmaßnahmen;
- ▶ **Kuren, Behandlungen oder sonstigen Maßnahmen zur Wiedereingliederung oder Rehabilitation**, die auf die Wiederherstellung oder Verbesserung der Arbeitsfähigkeit abzielen (auf Vorschlag des kontrollärztlichen Dienstes der Sozialversicherung).

Die nachstehenden Personen können gegebenenfalls nach Stellungnahme von seitens des Direktors des ONIS beauftragten Sachverständigen aus dem medizinischen, psychologischen, pädagogischen, sozialen oder berufsberatenden Bereich, die für die Durchführung von Prüfungen zur Beurteilung des körperlichen oder psychischen Gesundheitszustands oder der sozialen oder familiären Situation zuständig sind, **von der Teilnahme an einer oder mehrerer Aktivierungsmaßnahmen ganz oder teilweise freigestellt werden:**

- ▶ Personen, die ein Kind aufziehen, für das sie Kindergeld beziehen, sofern ernsthafte Gründe im Zusammenhang mit dem Kind der Absolvierung der Aktivierungsmaßnahmen entgegenstehen (z.B. keine Betreuungsmöglichkeit);
- ▶ Personen, die als Pfleger im Rahmen der Pflegeversicherung tätig sind;
- ▶ Personen, deren körperlicher oder psychischer Gesundheitszustand oder deren soziale oder familiäre Situation die Absolvierung der Aktivierungsmaßnahmen nicht zulassen, da diese vorübergehend kontraindiziert oder nicht zu verwirklichen sind;
- ▶ Personen, die eine Schulausbildung im klassischen oder allgemeinen Sekundarunterricht absolvieren.

Sofern die Freistellung nicht auf Grundlage einer begründeten Stellungnahme der beauftragten Sachverständigen erfolgte, beläuft sie sich maximal auf ein Jahr, ist jedoch verlängerbar. Die Gründe für die Freistellung sind in den Aktivierungsplan einzutragen.

Sofern die Freistellung auf Grundlage einer begründeten Stellungnahme der beauftragten Sachverständigen erfolgte und die Gründe für die Freistellung endgültig sind, wird sie dem Betroffenen in Schriftform übermittelt.

Während der Dauer der Freistellung bleibt der Anspruch auf die Eingliederungszulage bestehen. Der Anspruch auf die Eingliederungszulage bleibt auch für Personen bestehen, die in Ermangelung einer geeigneten Aktivierungsmaßnahme an keiner solchen teilnehmen.

Personen, die zu einem späteren Zeitpunkt in den Arbeitsmarkt eingegliedert werden können, werden vom ONIS an die **ADEM vermittelt**. Auf diese Personen findet dann die Meldepflicht bei der ADEM und die Verpflichtung zur aktiven Suche nach einem Arbeitsplatz Anwendung. **Die übrigen Personen können** die vom ONIS organisierten **Aktivierungsmaßnahmen fortsetzen**.

Für Personen, deren Akte von der ADEM übernommen wurde, bleibt der Anspruch auf die Aktivierungszulage über einen Zeitraum von maximal 3 Monaten bestehen, sofern sie die Voraussetzungen für die Zuerkennung des REVIS weiterhin erfüllen.

Sollte der FNS während der Dauer des Aktivierungsplans feststellen, dass die erforderlichen Voraussetzungen für den Bezug des REVIS nicht länger erfüllt sind, stellt er die Zahlung nach vorheriger Inkennzeichnung des ONIS ab dem ersten Tag des dem Monat des Erhalts dieser Information folgenden Monats ein.

An dieser Stelle sei darauf hingewiesen, dass der Empfänger, der die Bedingungen des Aktivierungsplans nicht erfüllt, bestraft werden kann. Dies betrifft die nachstehenden Verhaltensweisen:

- ▶ die Nichteinhaltung der Verpflichtungen oder des Zeitplans der im Aktivierungsplan vorgesehenen Schritte;
- ▶ die Weigerung zur Teilnahme an den Aktivierungsmaßnahmen;
- ▶ die Nichteinhaltung der Modalitäten der Aktivierungsvereinbarung;
- ▶ das unbegründete Fernbleiben von einem seitens des ONIS per Einschreiben festgesetzten Termin.

Die Bestrafung erfolgt stufenweise in 3 Etappen:

1. Der Betroffene erhält zunächst eine schriftliche Verwarnung.
2. Im Falle einer Wiederholung werden die **Aktivierungszulage und Bestandteile der Eingliederungszulage** (Grundbetrag pro Erwachsener und Pauschale für die gemeinsamen Kosten des Haushalts) ab dem Datum der seitens des FNS getroffenen Entscheidung **für 3 Monate um 20 % gesenkt**.

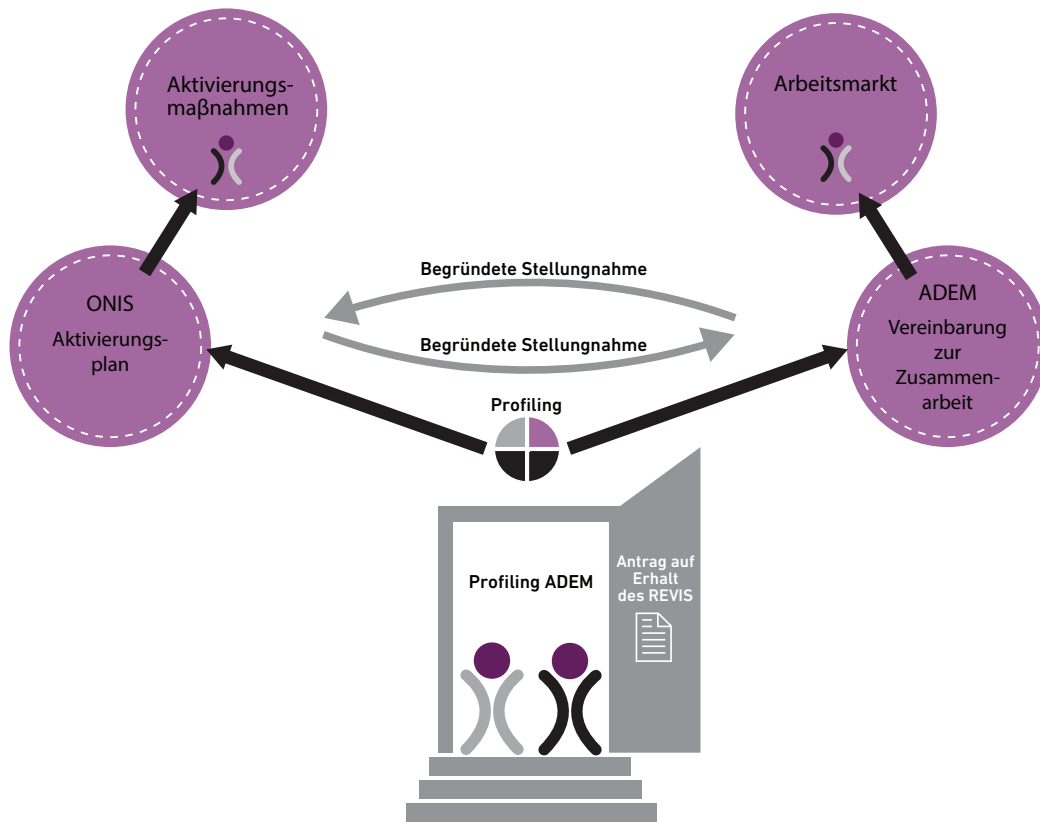
3. Im Falle einer erneuten Wiederholung werden **die gesamte Aktivierungszulage und Bestandteile der Eingliederungszulage** (Grundbetrag pro Erwachsener und Pauschale für die gemeinsamen Kosten des Haushalts) ab dem Datum der seitens des FNS getroffenen Entscheidung für **3 Monate ausgesetzt**.

Im Falle des **Vorliegens eines schwerwiegenden Grundes**, der auf die Handlung oder das Verschulden einer Person zurückzuführen ist, auf die die soziale und berufliche Aktivierung Anwendung findet, können **die gesamte Aktivierungszulage und Bestandteile der Eingliederungszulage** (Grundbetrag pro Erwachsener und Pauschale für die gemeinsamen Kosten des Haushalts) **jedoch mit sofortiger Wirkung eingestellt werden**.

Als schwerwiegender Grund gelten alle Handlungen oder Verschulden, die die Aufrechterhaltung der Beziehung zum ONIS, zum Regionalbeauftragten für soziale Eingliederung oder im Falle einer Aktivierungsmaßnahme zur zugewiesenen Einrichtung mit sofortiger Wirkung unmöglich machen.

Zusammenfassend handelt es sich bei den mit der Bearbeitung des REVIS befassten 3 wichtigsten Akteuren um die nachstehenden Stellen.

- ▶ Den **FNS**, der für die Verwaltung des REVIS zuständig ist, und hierbei insbesondere für die Anträge, Entscheidungen und Zahlungen.
- ▶ Das **ONIS**, das für die Betreuung und die Organisation der Stabilisierungs- und Aktivierungsmaßnahmen zuständig ist.
- ▶ Die **ADEM**, die für die reguläre Betreuung und die Organisation beschäftigungsfördernder Maßnahmen zuständig ist.



Quelle: Gesetzentwurf 7113



WELCHE ÜBERGANGS-
BESTIMMUNGEN GELTEN FÜR
DIE EMPFÄNGER DES RMG?

Für bestimmte Haushalte, die vor dem 1. Januar 2019 das RMG bezogen haben, sind Übergangsbestimmungen vorgesehen.

Der allgemeine Grundsatz sieht vor, dass die Anspruchsberechtigten, sofern sie die gesetzlichen Bestimmungen weiterhin erfüllen, bis einschließlich 31. Dezember 2018 das RMG **beziehen** und **ab 1. Januar 2019 das REVIS**. Die ausführliche Berechnung des ihnen zustehenden REVIS wird ihnen per Post übermittelt.

Sofern der Betrag des RMG-Zuschusses im Dezember 2018 über dem Betrag der Eingliederungszulage **des REVIS liegt, erhalten sie jedoch weiterhin den höheren Betrag, solange sich die Zusammensetzung ihres Haushalts oder ihre Einkünfte nicht verändern** (in diesem Fall wird die Indexanpassung des SSM-Satzes oder der Renten nicht als Veränderung der Einkommenslage berücksichtigt).

Sofern die Bezieher des RMG am 31. Dezember 2018 **an einer noch nicht abgeschlossenen Maßnahme zur beruflichen Eingliederung teilnehmen, wird** diese Maßnahme fortgesetzt und **die Vereinbarung den neuen Bedingungen des REVIS angepasst**.

Haushalte, deren alleinige Einkünfte, am 31. Dezember 2018 aus einer oder mehreren Renten oder aus der Erziehungspauschale bestehen, und bei denen die Eingliederungszulage (REVIS) niedriger als der Zuschuss (RMG) ist, haben Anspruch auf die nachstehenden Maximalbeträge (Stand 1. Januar 2019, Index 814,40 und 0,9%ige Erhöhung durch den Gesetzentwurf 7417):

- ▶ 1 465,02 Euro für eine alleinstehende Person;
- ▶ 2 197,66 Euro für einen aus 2 Erwachsenen bestehenden Haushalt;
- ▶ 419,25 Euro für den im Haushalt lebenden zusätzlichen Erwachsenen;
- ▶ 133,24 Euro für jedes im Haushalt lebende Kind, das Anspruch auf Kindergeld hat.

Darüber hinaus haben diese Haushalte weiterhin Anspruch auf die im Rahmen des RMG angewandte frühere „Immunsierung“. Anders ausgedrückt, werden die Renten und Erziehungspauschalen für die Berechnung der Zulage nur dann berücksichtigt, wenn sie insgesamt 30 % des RMG übersteigen.

Wenn eine Person diese Haushaltsgemeinschaften verlässt, finden diese Beträge in Abhängigkeit von der neuen familiären Situation Anwendung. Wenn eine neue Person Teil der betreffenden Haushalte wird und die Leistung neu berechnet werden muss, sind hingegen die neuen REVIS-Bestimmungen anzuwenden.

Im Falle der Unterbrechung des Anspruchs auf das REVIS oder jedweder Steigerung der Einkommenssituation der Haushaltsgemeinschaft nach dem 1. Januar 2019 (mit Ausnahme der Indexanpassung des SSM-Satzes oder der Renten), gelten für jede Neubeantragung des REVIS seitens desselben Empfängers keine Übergangsbestimmungen mehr.



WELCHE RECHTSMITTEL
GIBT ES?



Nach Erhalt der Entscheide der zuständigen Stellen ist es sinnvoll, alle Daten in Ruhe zu überprüfen und sie sich gegebenenfalls erklären zu lassen. Wenn die betroffenen Personen bestimmte Daten oder Bedingungen nicht akzeptieren, ist es ratsam, sich zuerst an die zuständige Behörde oder das Sozialamt des Gemeindegebiets zu wenden. Auf diese Weise können eventuelle Streitigkeiten schnell abgewendet werden.

Wenn die Parteien dennoch anderer Meinung sind, haben sie die Möglichkeit, Einspruch zu erheben.

Die Betroffenen haben das Recht, gegen jede Entscheidung des FNS innerhalb einer Frist von 40 Tagen nach Zustellung der Entscheidung vor dem Präsidenten des Schiedsgerichts der Sozialversicherung Berufung einzulegen.

Gegen die Entscheidung des Präsidenten des Schiedsgerichts der Sozialversicherung kann innerhalb einer Frist von 40 Tagen nach Zustellung der angefochtenen Entscheidung vor dem Obersten Schiedsgericht der Sozialversicherung Berufung eingelegt werden.

Das Schiedsgericht entscheidet bis zu einem Streitwert von 297,47 Euro letztinstanzlich und bei einem höheren Streitwert unter Zulassung der Berufung.

Gegen die seitens des Schiedsgerichts gefällten letztinstanzlichen Entscheidungen und die Berufungsurteile des Obersten Schiedsgerichts kann innerhalb einer Frist von 40 Tagen nach Zustellung der angefochtenen Entscheidung eine Kassationsbeschwerde eingelegt werden.

Die betroffenen Personen haben Anspruch auf Rechtsbeistand (Prozesskostenhilfe).

Die nützlichen Adressen für die Einlegung von Rechtsmitteln sind am Ende der vorliegenden Veröffentlichung aufgeführt.





WELCHE SONSTIGEN STAATLICHEN BEIHILFEN GIBT ES?

1. Die Wohnungsbeihilfen
2. Die Sozialhilfe
3. Die Teuerungszulage
4. Die Unterstützung für Haushalte, die unter Energiearmut leiden
5. Die Unterhaltsleistungen
6. Die direkte Leistungsabrechnung für einkommensschwache Personen
7. Die öffentlichen Verkehrsmittel und die Freifahrtberechtigung
8. Die Zusatzleistung für den Aufenthalt in Seniorenheimen



Neben dem REVIS gibt es noch weitere staatliche Beihilfen für einkommensschwache Haushalte.

1 DIE WOHNUNGSBEIHILFEN

Die Agentur für Sozialwohnungen

Einkommensschwache Personen, für die es schwierig ist, eine Wohnung zu finden, können eine Wohnung über die Agentur für Sozialwohnungen (AIS) mieten. Diese stellt zu Vorzugsbedingungen preiswerte und an die Zusammensetzung des jeweiligen Haushaltes angepasste Wohnungen für einen Zeitraum von maximal drei Jahren bereit. Während dieses Zeitraums verpflichtet sich der Mieter, eine soziale Betreuung in Anspruch zu nehmen.

Weitere Informationen über die Zugangsbedingungen und die erforderlichen Schritte stehen beim Ministerium für Wohnungsbau und bei der Agentur für Sozialwohnungen sowie auf deren jeweiligen Internetseiten www.ml.public.lu und www.ais.lu zur Verfügung.

Die staatliche Beihilfe für die Stellung einer Mietkaution

Personen, die eine Wohnung mieten wollen, jedoch nicht über die nötigen Geldmittel für die Stellung der vom Vermieter verlangten Mietkaution verfügen (Gewährleistung der Zahlungsfähigkeit oder Kautions), können eine Beihilfe für die Stellung dieser Kautions beantragen.

Weitere Informationen über die Zugangsbedingungen und die erforderlichen Schritte stehen beim Ministerium für Wohnungsbau und auf dessen Internetseite www.ml.public.lu zur Verfügung.

Die subventionierte Wohnung

Der Fonds für Wohnungswesen und die Nationale Gesellschaft für verbilligtes Wohneigentum (SNHBM) sowie bestimmte Gemeinden vermieten unter bestimmten Bedingungen Wohnungen an einkommensschwache Personen.

Die Miete für diese Wohnungen wird auf der Grundlage des verfügbaren Nettojahreseinkommens des Mieterhaushalts sowie der bewohnbaren Nutzfläche der vermieteten Wohnung berechnet.

Weitere Informationen über die Zugangsbedingungen und die erforderlichen Schritte stehen beim Fonds für Wohnungswesen und der SNHBM sowie auf deren jeweiligen Internetseiten www.fondsdulogement.lu und www.snhbm.lu zur Verfügung.

Der Mietzuschuss

Seit dem 1. Januar 2016 gewährt das Ministerium für Wohnungsbau eine Wohnungsbeihilfe in Form eines Mietzuschusses. Dieser Zuschuss soll einkommensschwachen Haushalten den Zugang zu angemessenen Mietwohnungen ermöglichen. Die Höhe dieser monatlichen Beihilfe kann sich je nach Einkommen und Zusammensetzung des Haushalts auf bis zu 300 Euro belaufen.

Weitere Informationen über die Zugangsbedingungen und die erforderlichen Schritte stehen beim Ministerium für Wohnungsbau und auf dessen Internetseite www.ml.public.lu zur Verfügung.

2 DIE SOZIALHILFE

Durch die Sozialhilfe kann sichergestellt werden, dass bedürftige Personen und deren Familie Zugang zu an ihre jeweilige Situation angepassten Gütern und Dienstleistungen erhalten; Ziel ist es dabei, ihnen zu helfen, ihre Unabhängigkeit zu wahren und ein menschenwürdiges Leben zu führen. Zur Beantragung der Sozialhilfe muss sich die bedürftige Person an das für ihre Wohnsitzgemeinde zuständige Sozialamt wenden.

Weitere Informationen über die Sozialhilfe stehen beim Ministerium für Familie, Integration und die Großregion und auf dessen Internetseite www.mfamigr.gouvernement.lu zur Verfügung.

3 DIE TEUERUNGSZULAGE

Der FNS gewährt einkommensschwachen Haushalten auf Antrag eine Teuerungszulage. Die Höhe dieser Zulage wird in Abhängigkeit von der Zusammensetzung des Haushalts des Antragstellers festgesetzt.

Weitere Informationen über die Zugangsbedingungen und die erforderlichen Schritte stehen beim FNS und auf dessen Internetseite www.fns.lu zur Verfügung.

4 DIE UNTERSTÜTZUNG FÜR HAUSHALTE, DIE UNTER ENERGIEARMUT LEIDEN

Ziel des Dienstes „Unterstützung von Haushalten, die unter Energiearmut leiden“ ist eine bessere Unterstützung einkommensschwacher Haushalte, die mangels finanzieller Mittel nicht in der Lage sind, ihre Strom-, Gas-, Wasser- und Heizkostenrechnungen zu bezahlen. Diese Haushalte können eine individuelle Energieberatung in Anspruch nehmen und Fördermittel für das Ersetzen eines oder mehrerer Haushaltsgeräte mit hohem Energieverbrauch erhalten (Kühlschrank, Gefriertruhe, Geschirrspüler, Waschmaschine).

Weitere Informationen über die Zugangsbedingungen und die erforderlichen Schritte stehen bei dem für das Gebiet der Wohnsitzgemeinde des betreffenden Haushalts zuständigen Sozialamt zur Verfügung.

5 DIE UNTERHALTSLEISTUNGEN

Befindet sich eine Person in einer schwierigen wirtschaftlichen Lage, wird jede einem Ehepartner, Kind oder Elternteil geschuldete Unterhaltsleistung auf Antrag und unter bestimmten Bedingungen vom FNS vorgeleistet und von diesem beim Schuldner eingetrieben.

Weitere Informationen über die Zugangsbedingungen und die erforderlichen Schritte stehen beim FNS und auf dessen Internetseite **www.fns.lu** zur Verfügung.

6 DIE DIREKTE LEISTUNGS- ABRECHNUNG FÜR EINKOM- MENSSCHWACHE PERSONEN

Die Hauptzielsetzung der direkten Leistungsabrechnung für einkommensschwache Personen besteht darin, Personen, die sich in einer schwierigen Lage befinden, den Zugang zu medizinischer und zahnmedizinischer Versorgung zu erleichtern. Einkommensschwache Personen können die direkte Leistungsabrechnung für einkommensschwache Personen bei dem für das Gebiet ihrer Wohnsitzgemeinde zuständigen Sozialamt beantragen. Somit müssen sie die Kosten für die von ihnen in Anspruch genommenen Gesundheitsleistungen nicht mehr vorleisten, sondern die Kosten für die medizinischen und zahnmedizinischen Leistungen werden direkt von der Nationalen Gesundheitskasse (CNS) übernommen.

Weitere Informationen über die Zugangsbedingungen und die erforderlichen Schritte stehen bei der CNS und auf deren Internetseite **www.cns.public.lu** zur Verfügung.

7 DIE ÖFFENTLICHEN VERKEHRSMITTEL UND DIE FREIFAHRTBERECHTIGUNG

Unter bestimmten Voraussetzungen können einkommensschwache Personen eine Freifahrtberechtigung beantragen, die ihnen die kostenlose Nutzung sämtlicher öffentlichen Verkehrsmittel in Luxemburg ermöglicht.

Weitere Informationen über die Zugangsbedingungen und die erforderlichen Schritte stehen beim FNS und auf der Internetseite **www.guichet.public.lu** zur Verfügung.

8 DIE ZUSATZLEISTUNG FÜR DEN AUFENTHALT IN SENIORENHEIMEN

Jeder, der für unbestimmte Zeit in eine Einrichtung für betreutes Wohnen, ein integriertes Seniorenzentrum oder ein Pflegeheim aufgenommen wird und dessen persönliche Mittel nicht ausreichen, um den Preis für Unterbringung und Verpflegung sowie die persönlichen Bedürfnisse abzudecken, hat Anspruch auf die Zusatzleistung für den Aufenthalt in Seniorenheimen.

Weitere Informationen über die Zugangsbedingungen und die erforderlichen Schritte stehen beim FNS und auf dessen Internetseite **www.fns.lu** zur Verfügung.



DIE FAKSIMILES DER FORMULARE IN BEZUG AUF DAS REVIS

1. Das Antragsformular samt Anhang für jedes erwachsene Haushaltsmitglied
2. Das Einverständnisformular in Bezug auf eine Einbehaltung zugunsten eines Sozialamts



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Fonds national de solidarité

8-10, rue de la Fonderie
L-1531 LUXEMBURG
Telefon: 49 10 81-1
Fax: 26 12 34 64
Website: www.fns.lu

Fonds national de solidarité
Postfach 2411
L-1024 Luxemburg

Öffnungszeiten der Schalter:
Morgens: 8.30 - 11.30 Uhr

Antrag auf Einkommen zur sozialen Eingliederung REVIS

laut Gesetz vom 28. Juli 2018

Antragsteller der Eingliederungszulage

Name _____

Vorname _____

Sozialversicherungsnummer

Jahr

Monat

Tag

Telefon _____ GSM _____

Gewünschte Sprache für den Schriftverkehr Französisch ☐ Deutsch ☐

Zahlung des REVIS

☐ 1) Zu Gunsten des Antragstellers

Kontoinhaber _____

Bank _____

IBAN Kontonummer

LU

☐ 2) Zu Gunsten der Einrichtung, des gesetzlichen Vertreters

Name und Vorname _____

Sozialversicherungsnummer

Jahr

Monat

Tag

IBAN Kontonummer

LU

Den Behörden vorbehalten

Behörde, welche beim Ausfüllen des Antrages behilflich war _____

Name des Mitarbeiters _____

Telefon _____ Email _____

Mit seiner Unterschrift erlaubt der Antragsteller dem Nationalen Solidaritätsfonds die oben genannte Behörde über den Stand des Antrages zu informieren und dieser sowohl Kopien der Anfragen als auch des diesbezüglichen Entscheids zukommen zu lassen.

Unterschrift Antragsteller _____

1) Diesem Antrag ist eine von der Bank ausgestellte Bankdatenbescheinigung RIB beizufügen

2) Diesem Antrag ist eine Vollmacht oder ein Gerichtsurteil beizufügen

Volljährige Mitglieder der Haushaltsgemeinschaft

Name und Vorname des Antragstellers	Sozialversicherungsnummer	Unterschrift

Diesem Antrag ist für den Antragsteller ein Anhang beizufügen

Name und Vorname der anderen volljährigen Mitglieder	Sozialversicherungsnummer	Unterschrift
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		

Diesem Antrag ist für jeden volljährigen Antragsteller ein Anhang beizufügen

Kinder, die in der Haushaltsgemeinschaft leben

Name und Vorname	Sozialversicherungsnummer		Ja	Nein
1.		Kindergeld sonstige Einkünfte	☐ ³⁾ ☐ ³⁾	☐ ☐
2.		Kindergeld sonstige Einkünfte	☐ ³⁾ ☐ ³⁾	☐ ☐
3.		Kindergeld sonstige Einkünfte	☐ ³⁾ ☐ ³⁾	☐ ☐
4.		Kindergeld sonstige Einkünfte	☐ ³⁾ ☐ ³⁾	☐ ☐
5.		Kindergeld sonstige Einkünfte	☐ ³⁾ ☐ ³⁾	☐ ☐
6.		Kindergeld sonstige Einkünfte	☐ ³⁾ ☐ ³⁾	☐ ☐

Wohnsituation

Offizielle Anschrift

Straße und Hausnummer _____

Postleitzahl und Ort _____

Handelt es sich um den tatsächlichen Wohnort sämtlicher Mitglieder des Haushalts? Ja ☐ / Nein ☐

Der Haushalt ist

Eigentümer der Unterkunft? Ja ☐ / Nein ☐

Mieter der Unterkunft? Ja ☐ / Nein ☐

kostenfrei aufgenommen? Ja ⁴⁾ ☐ / Nein ☐

Handelt es sich um

ein Einfamilienhaus? Ja ☐ / Nein ☐

eine Wohnung? Ja ☐ / Nein ☐

ein Zimmer? Ja ☐ / Nein ☐

Datum des Antrags _____

³⁾ Bitte einen aktuellen Zahlungsbeleg beifügen

⁴⁾ Bitte Nachweis beifügen

ANTRAG SEITE 2

Anhang zum REVIS-Antrag

Sozialversicherungsnummer des Antragstellers

Jahr			

Monat	

Tag	

--	--	--	--	--	--

Auskünfte über ein volljähriges Mitglied der Haushaltsgemeinschaft

Name _____

Vorname _____

Sozialversicherungsnummer

Jahr			

Monat	

Tag	

--	--	--	--	--	--

Zivilstand ☐ ledig ☐ verheiratet ☐ Partnerschaft ☐ verwitwet ☐ geschieden ☐ getrennt

	Ja	Nein
Wurde Ihnen internationaler Schutz zuerkannt?	☐ 5)	☐
Sind Sie staatenlos?	☐ 5)	☐
Verfügen Sie über eine beglaubigte Verpflichtungsübernahme einer Bezugsperson in Luxemburg im Rahmen Ihres Aufenthaltsrechtes?	☐	☐
Gehen Sie einer bezahlten Beschäftigung nach?	☐	☐
Üben Sie eine freiberufliche Tätigkeit aus?	☐	☐
Sind Sie bei der Arbeitsagentur als arbeitssuchend gemeldet?	☐	☐
Liegt eine Erwerbsunfähigkeit vor?	☐	☐
☐ vorübergehend ☐ dauerhaft ☐ vollständig ☐ teilweise		
Betreuen Sie eine Person, welche eine finanzielle Hilfe von der Pflegeversicherung bezieht?	☐	☐
Sind Sie Schüler im Sekundarschulunterricht?	☐	☐
Absolvieren Sie ein Hochschulstudium?	☐	☐
Falls Sie das Alter von 25 Jahren noch nicht erreicht haben:		
Haben Sie (ein) Kind(er) zu betreuen?	☐ 5)	☐
Erwarten Sie ein Kind?	☐ 5)	☐
Liegt eine Erwerbsunfähigkeit vor?	☐	☐
Befinden Sie sich in einer Kur oder Therapie?	☐ 5)	☐
Betreuen Sie eine Person, welche eine finanzielle Hilfe von der Pflegeversicherung bezieht?	☐ 5)	☐

Fragebogen bezüglich der Einkünfte

	Ja	Nein
Beziehen Sie Einkünfte aus beruflichen Tätigkeiten?	☐	☐
Beziehen Sie Arbeitslosenunterstützung?	☐	☐
Beziehen Sie eine luxemburgische Rente?	☐	☐
Beziehen Sie eine ausländische Rente?	☐ 6)	☐
Beziehen Sie eine Rente oder eine Entschädigung seitens der Unfallversicherung?	☐ 6)	☐
Erhalten Sie Krankengeld oder Mutterschaftsgeld?	☐	☐
Erhalten Sie ein Ersatzeinkommen für Elternurlaub?	☐	☐
Sind Sie Bezieher von Unterhaltszahlungen?	☐ 7)	☐
Beziehen Sie Einkommen aus beweglichen und unbeweglichen Vermögen? (Miete, Pacht, Wohnrecht, Lebensunterhalt, Aktien, usw.)	☐ 6)	☐
Beziehen Sie andere Einkommen oder Entschädigungen?	☐ 6)	☐

5) Bitte einen Nachweis beifügen

6) Bitte einen Nachweis beifügen

7) Prière de joindre une copie du jugement et une preuve de paiement

Anhang zum REVIS-Antrag

Sozialversicherungsnummer des Antragstellers

Jahr

Monat

Tag

Fragebogen bezüglich der Vermögenslage

	Ja	Nein
Sind Sie im Besitz von beweglichen Vermögen? (Geld, Ersparnisse, Aktien, Obligationen, usw.)	☐ 8)	☐
Sind Sie im Besitz von Immobilien im Großherzogtum Luxemburg? (Wohnhaus, sonstige Häuser, Wohnungen, Ländereien, usw.)	☐ 9)	☐
Sind Sie im Besitz von Immobilien im Ausland? (Wohnhaus, sonstige Häuser, Wohnungen, Ländereien, usw.)	☐ 8)	☐ *
Haben Sie nach Erreichen Ihres 50. Lebensjahres oder im Zeitraum der letzten 10 Jahre eine Schenkung gemacht?	☐ 8)	☐
Haben Sie eine Erbschaft erhalten?	☐ 8)	☐

*) Der (die) Unterzeichnende versichert an Eides statt, nicht Besitzer, Mitbesitzer oder Nutznießer einer Unterkunft im Ausland zu sein und ist sich bewusst, dass eine falsche Angabe strafrechtliche Konsequenzen mit sich bringt.

Wichtig

Personen, welche die luxemburgische Nationalität nicht besitzen, müssen entweder eine Einschreibebescheinigung (attestation d'enregistrement) oder eine Aufenthaltsgenehmigung beifügen.

Datenschutz

Der nationale Solidaritätsfonds erfasst und verarbeitet Ihre personenbezogenen Daten im Rahmen seines Auftrags im Dienste der Allgemeinheit. Diese dienen der Bearbeitung Ihrer REVIS-Akte, gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 28. Juli 2018 über das Einkommen zur sozialen Eingliederung und des Gesetzes vom 30. Juli 1960 betreffend die Schaffung des Nationalen Solidaritätsfonds.

Ihre Daten werden zu folgenden Zwecken verarbeitet:

- zur Bestimmung Ihrer Rechte und zur Überprüfung der Bedingungen für die Zuteilung und den weiteren Erhalt der Leistungen;
- zur Auszahlung der Leistungen;
- zur Überprüfung der Bedingungen die den Nationalen Solidaritätsfonds gegebenenfalls zu einer Rückerstattung der zugeteilten Leistungen verpflichten;
- Statistiken.

Ihre Daten, sowie die Ihrer Haushaltsgemeinschaft, können mit der Arbeitsagentur und dem nationalen Amt für soziale Eingliederung ausgetauscht werden sowie durch deren Informationen ergänzt werden. Zur Überprüfung Ihrer Angaben ist der FNS berechtigt Informationen über Sie bei anderen Verwaltungen zu erhalten.

Ihre Daten werden bis zu 2 Jahre nach der Schließung Ihrer Akte aufbewahrt (bis spätestens 2 Jahre nach der vollständigen Rückerstattung). Die Daten werden nicht außerhalb des europäischen Wirtschaftsraums übermittelt. Fehlerhafte oder falsche Angaben können eine Ablehnung Ihres Antrags und mögliche Sanktionen zur Folge haben.

Jegliche Mitteilung in Bezug auf Informationsanfragen, Beanstandungen oder die Ausübung Ihrer Rechte laut Datenschutz-Grundverordnung (Verordnung EU 2016/679) ist, per Post oder elektronisch, direkt an den FNS oder seinen Datenschutzbeauftragten (dataprotection.fns@secu.lu) zu senden. Gegebenenfalls können Sie eine Beanstandung bei der CNPD einreichen. Die komplette Datenschutznotiz finden Sie auf www.fns.lu oder kann Ihnen auf Anfrage per Brief zugeschickt werden.

Der (die) Unterzeichnende versichert, dass alle Angaben wahrheitsgetreu und richtig sind. Er (sie) ist sich der Verpflichtung bewusst, dass alle Umstände welche eine Änderung der Zulage nach sich ziehen könnten, dem Fonds unmittelbar innerhalb eines Monats mitgeteilt werden müssen.

Datum _____

Unterschrift _____

8) Bitte einen aktuellen Nachweis beifügen

9) Die Immobilien werden zwecks Rückerstattungsgarantie mit einer gesetzlichen Hypothek belastet

ANHANG SEITE 2



Accord volontaire pour une retenue sur l'allocation d'inclusion en faveur d'un office social

Suivant l'article 33 de la loi du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale, le Fonds national de solidarité peut retenir une partie de l'allocation d'inclusion pour rembourser des dettes en relation avec la fourniture minimale d'énergie et d'eau, avec les frais d'acquisition ou d'entretien d'un logement occupé par le bénéficiaire.

Matricule de l'attributaire	
Nom et prénom de l'attributaire	
Montant net de l'allocation d'inclusion	
Office social	
Représentant de l'office social	
Montant total net à rembourser à l'office social	
Montant mensuel à retenir *	

* Le montant maximal de la retenue est de 726,61 € (NI 814,40) et ne doit pas dépasser 50 % du montant net de l'allocation. Le montant de la retenue varie en fonction du montant de l'allocation d'inclusion.

Au nom de tous les bénéficiaires adultes du ménage, le/la soussigné(e) déclare être d'accord que le montant initial fixé ci-dessus peut être retenu pour rembourser l'office social. Le montant de la retenue varie en fonction du montant de l'allocation d'inclusion. Tous les bénéficiaires adultes du ménage ont été informés au préalable.

Bénéficiaire		Office social	
Nom Prénom		Représentant de l'office social	
Signature		Signature	
Date			

Pièces à joindre à cette demande :

- Copie de la/des facture(s) réglée(s) par l'office social
- Copie de la preuve de paiement par l'office social

L'original du présent accord est à renvoyer au Fonds national de solidarité.

INFORMATIONS UTILES :
ADRESSES ET BASES LÉGALES

*NÜTZLICHE INFORMATIONEN:
ADRESSEN UND RECHTSGRUNDLAGEN*

Bases légales

Rechtsgrundlagen

La loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale (REVIS) et le règlement grand-ducal du 1^{er} octobre 2018 fixant ses modalités d'application.

Das geänderte Gesetz vom 28. Juli 2018 über das Einkommen zur sozialen Eingliederung (REVIS) und die großherzogliche Verordnung vom 1. Oktober 2018 zur Festsetzung seiner Durchführungsbestimmungen.

<http://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2018/07/28/a630/jo>

<http://legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/2018/10/01/a916/jo>

Agence pour le développement de l'Emploi (ADEM)

Arbeitsagentur

Internet

www.adem.public.lu • revis@adem.lu

Agences /Agenturen

Agence de Luxembourg • 10, rue Bender • L-1929 Luxembourg • T 247-88888

Agence de Diekirch • 2, rue de Clairefontaine • L-9220 Diekirch • T 247-88888

Agence de Differdange • 23, Grand-rue • L-4575 Differdange • T 247-88888

Agence de Dudelange • 56, rue du Parc • L-3542 Dudelange • T 247-88888

Agence d'Esch-sur-Alzette • 1, bd Porte de France • L-4360 Esch-sur-Alzette • T 247-88888

Agence de Wasserbillig • 44, esplanade de la Moselle • L-6637 Wasserbillig • T 247-88888

Agence de Wiltz • 20, rue de Winseler • L-9577 Wiltz • T 247-88888

Fonds national de solidarité (FNS)

Nationaler Solidaritätsfonds

8-10, rue de la Fonderie • L-1531 Luxembourg

Adresse postale: BP 2411 L-1024 Luxembourg

Téléphone: 49 10 81 1

www.fns.lu • revis.fns@secu.lu

Conseil arbitral de la sécurité sociale

Schiedsgericht der Sozialversicherung

16, boulevard de la Foire • L-1528 Luxembourg

Téléphone: 45 32 86

www.justice.public.lu

Conseil supérieur de la sécurité sociale

Oberstes Schiedsgericht der Sozialversicherung

14, avenue de la Gare • L-1610 Luxembourg

Téléphone: 26 26 05 1

www.justice.public.lu

Office national d'inclusion sociale (ONIS) **Nationales Amt für soziale Eingliederung**

12-14, avenue Émile Reuter • L-2420 Luxembourg

Téléphone : 247 83636

www.onis.gouvernement.lu • contact@onis.etat.lu

Offices sociaux **Sozialämter**

Les offices sociaux aident les personnes en situation de précarité financière ou sociale qui ont droit à l'aide sociale.

Die Sozialämter helfen Personen in finanziellen oder sozialen Notlagen, die Anspruch auf Sozialhilfe haben.

Office social / Sozialamt	Communes / Gemeinden	Contact / Kontakt
Beaufort	Beaufort Bech Berdorf Consdorf Reisdorf	Maison Theis 6, rue de l'Auberge L-6315 Beaufort T 26 87 60 54 F 26 87 83 54
Bettembourg	Bettembourg Frisange Roeser	11, rue James Hilliard Polk L-3275 Bettembourg T 26 51 66 51 T 26 51 66 52 T 26 51 66 53 T 26 51 66 54 osc@office-social-bfr.lu
Contern leueschte Syrdall	Contern Sandweiler Schuttrange Weiler-la-tour	<i>Aal Schoul de Contern</i> 19, rue de Moutfort L-5310 Contern T 27 69 29 1 F 27 69 29 29
Differdange	Differdange	23, Grand-rue L-4575 Differdange T 58 77 11 550 F 58 77 11 563
Dudelange	Dudelange	Maison sociale 27, rue du Commerce L-3450 Dudelange T 51 61 21 1 F 51 61 21 703
Echternach	Echternach Rosport	9, rue André Duchscher L-6434 Echternach T 26 72 00 91 F 26 72 00 61
Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	21, rue Louis Pasteur L-4276 Esch-sur-Alzette T 27 54 22 30 T 27 54 22 55 F 27 54 35 14 223

Office social / Sozialamt	Communes / Gemeinden	Contact / Kontakt
Ettelbruck Nordstad	Bettendorf Bourscheid Colmar-Berg Diekirch Erpeldange Ettelbruck Feulen Mertzig Schieren	40, avenue Salenty L-9080 Ettelbruck T 26 81 91 380 F 26 81 91 390
Grevenmacher	Biwer Flaxweiler Grevenmacher Manternach Mompach Mertert Wormeldange	33, rue de Trèves L-6793 Grevenmacher T 26 70 50 F 26 70 50 39 secretariat@osgrevnmacher.lu
Hesperange	Hesperange	Maison <i>Um Maicher</i> 466, route de Thionville L-5886 Hesperange T 26 36 18 58 F 26 36 08 73
Hosingen Resonord	Clervaux Eschweiler Parc Hosingen Kiischpelt Putscheid Tandel Troisvierges Vianden Weiswampach Wincrange	4, Résidence <i>Al Post</i> L-9806 Hosingen T 27 80 27 F 27 80 27 60 info@resonord.lu
Junglinster Centrest	Betzdorf Junglinster Niederanven	10, rue de Wormeldange L-6955 Rodenbourg T 77 03 45 1 F 77 03 45 45 office@centrest.lu
Käerjeng	<i>Käerjeng</i>	11, rue de la Résistance L-4901 Bascharage T 50 05 52 383 F 50 05 52 389
Kayl	Kayl Rumelange	1, rue de l'Eglise L-3636 Kayl T 56 66 66 276 F 56 66 66 279
Larochette	Vallée de l'Ernz (<i>Aerenzdallgemeng</i>) Fischbach Heffingen Larochette Nommern Waldbillig	6, rue de Medernach L-7619 Larochette T 26 87 00 23 F 26 87 00 23 111
Luxembourg	Luxembourg	24, Côte d'Eich L-1450 Luxembourg T 47 96 23 58 F 46 92 01

Office social / Sozialamt	Communes / Gemeinden	Contact / Kontakt
Mamer	Bertrange Dippach Kehlen Kopstal Leudelage Mamer Reckange-sur-Mess	18, rue des Maximins L-8247 Mamer T 26 11 37 1 F 26 11 37 37
Mersch	Bissen Boevange-sur-Attert Lintgen Mersch Tuntange	35, rue de la Gare L-7535 Mersch T 26 32 58 1 F 26 32 58 33 info@osmersch.lu
Mondercange	Mondercange	Administration communale rue Arthur Thinnès L-3901 Mondercange T 55 05 74 85 T 55 05 74 86 F 55 05 74 55
Mondorf	Dalheim Mondorf-les-Bains	1, avenue des Villes-Jumelées L-5627 Mondorf-les-Bains T 23 60 55 62 F 23 60 55 69
Pétange	Pétange	1c, rue de la Chiers L-4720 Petange T 26 50 83 20 T 26 50 83 21 T 26 50 83 23 T 26 50 83 24 F 26 50 83 26
Rédange OSCARE - Réidener Kanton	Beckerich Ell Grosbous Préizerdaul Rambrouch Rédange Saeul Useldange Vichten Wahl	84, Grand-Rue L-8510 Rédange-sur-Attert T 26 62 10 55 1 F 26 62 10 55 60 secretariat@oscare.lu
Remich	Bous Lenningen Remich Schengen Stadtbredimus Waldbredimus	<i>Résidence Maachergaass</i> 48, quai de la Moselle L-5553 Remich T 26 66 00 37 F 26 66 00 37 50
Sanem	Sanem	60, rue de la Poste L-4477 Belvaux T 59 30 75 896 F 59 30 75 893
Schifflange	Schifflange	40, rue de l'Eglise L-3833 Schifflange T 26 54 52 423 F 54 35 97

Office social / Sozialamt	Communes / Gemeinden	Contact / Kontakt
Steinfort	Garnich Hobscheid Koerich Septfontaines Steinfort	11, rue de Kleinbettingen L-8436 Steinfort T 26 30 56 38 F 26 30 56 37 direction@osrsteinfort.lu
Steinsel OSSTELO	Lorentzweiler Steinsel	9, rue Paul Eyschen L-7317 Steinsel T 33 21 39 1 (Steinsel) T 33 72 68 1 (Lorentzweiler) F 33 25 13
Strassen	Strassen	1, place Grande-Duchesse Charlotte L-8041 Strassen T 31 02 62 477 F 31 02 62 444
Walferdange	Walferdange	Place de la Mairie L-7201 Walferdange T 33 01 44 224 T 33 01 44 279 T 33 01 44 230 F 33 01 44 251
Wiltz	Boulaide Esch-sur-Sûre Goesdorf Lac de la Haute Sûre Wiltz Winseler	16-18, rue des Tondeurs L-9570 Wiltz T 26 95 21 F 26 95 21 30 office.social@wiltz.lu

This image shows a full page of blank, lined paper. It features approximately 20 evenly spaced horizontal grey lines across its entire surface, providing a guide for handwriting or typing. The paper itself is a clean, off-white color. There are no margins, text, or other markings present.

[illegible]

This image shows a full page of blank, lined paper. It features approximately 20 evenly spaced horizontal grey lines across its entire surface, providing a guide for handwriting or typing. The paper itself is a clean, bright white color. There are no margins, text, or other markings present on the page.

[illegible]

This image shows a full page of blank, lined paper. It features approximately 20 evenly spaced horizontal grey lines across its entire surface, providing a guide for handwriting or typing. The paper itself is a clean, off-white color. There are no margins, text, or other markings present.

Le revenu d'inclusion sociale - REVIS

Le 1^{er} janvier 2019 est entrée en vigueur la réforme du revenu minimum garanti (RMG) qui laisse la place au revenu d'inclusion sociale (REVIS).

Avec la nouvelle législation, le principe d'un revenu minimum pour soutenir les personnes dans le besoin est conservé, mais les montants et conditions d'octroi sont modifiés.

Outil précieux dans la lutte contre le dénuement, le REVIS permet, au moins, de réduire la pauvreté monétaire. Car bien que le Luxembourg soit souvent présenté comme un pays prospère, il ne faut pas oublier qu'il existe beaucoup de personnes qui sont exclues de la participation à cette richesse.

Cet ouvrage, rédigé sous forme de questions et réponses, entend apporter des solutions aux principales interrogations relatives aux critères et fonctionnement du nouveau REVIS. Il explique sous quelles conditions le demandeur a droit aux dispositions et prestations du REVIS et, dans l'affirmative, quelles démarches il doit entreprendre pour en bénéficier.

Des exemples concrets viennent renforcer les explications fournies. En outre, une liste d'adresses utiles d'administrations et d'offices sociaux, auprès desquels il est possible de demander conseil et aide, est incluse dans la présente publication.

Le lecteur pourra ainsi trouver les informations qui lui seront utiles pour mieux comprendre et appréhender le nouveau mécanisme du REVIS.

Das Einkommen zur sozialen Eingliederung - REVIS

Am 1. Januar 2019 trat die Reform des garantierten Mindesteinkommens (RMG) in Kraft, das durch das Einkommen zur sozialen Eingliederung (REVIS) ersetzt wird.

Mit den neuen Rechtsvorschriften wurde der Grundsatz eines Mindesteinkommens zur Unterstützung bedürftiger Personen zwar aufrechterhalten, die Beträge und Bewilligungsvoraussetzungen jedoch geändert.

Als wertvolles Instrument im Kampf gegen die Mittellosigkeit, ermöglicht das REVIS zumindest die Reduzierung der Einkommensarmut. Denn obgleich Luxemburg häufig als wohlhabendes Land präsentiert wird, darf man nicht vergessen, dass es viele Menschen gibt, die von der Teilhabe an diesem Reichtum ausgeschlossen sind.

Das vorliegende Werk wurde in Form von Fragen und Antworten verfasst und möchte Lösungen für die wichtigsten Fragestellungen in Bezug auf die Merkmale und die Funktionsweise des neuen REVIS liefern. Es erläutert, unter welchen Voraussetzungen der Antragsteller Anspruch auf die Bestimmungen und Leistungen des REVIS hat, und welche Schritte zu dessen Inanspruchnahme einzuleiten sind.

Die bereitgestellten Erläuterungen werden durch konkrete Beispiele untermauert. Darüber hinaus enthält die vorliegende Veröffentlichung ein Verzeichnis nützlicher Adressen von Behörden und Sozialämtern, die Rat und Hilfe anbieten.

Auf diese Weise kann der Leser alle Informationen finden, die ihm dabei behilflich sind, den neuen Mechanismus des REVIS besser verstehen und begreifen zu können.

Diffuseur :

Librairie Um Fieldgen | 3, rue Glesener | L-1631 Luxembourg | www.libuf.lu | libuf@pt.lu

Éditeur :



CHAMBRE DES SALARIES
LUXEMBOURG

18 rue Auguste Lumière
B.P. 1263
T +352 27 494 200
L-1950 Luxembourg
L-1012 Luxembourg
F +352 27 494 250
csl@csl.lu www.csl.lu

Prix : 5 €

ISBN : 978-2-919888-39-9

